E. Jung
L'Islam
sous le joug

1926

20
LS
Ne
267
20

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000001

EUGÈNE JUNG

Ancien Vice-Résident de France au Tonkin

Questions d'Orient

اِسْتِعْبَادُ الْاِسْلَامِ

L'ISLAM SOUS LE JOUG

(LA NOUVELLE CROISADE)

CHEZ L'AUTEUR

50, Avenue Malakoff, 50

PARIS (XVIe)

1926

1926/1007

EUGÈNE JUNG

Ancien Vice-Résident de France au Tonkin

Questions d'Orient

استعباد الاسلام

L'ISLAM SOUS LE JOUG

(LA NOUVELLE CROISADE)

CHEZ L'AUTEUR

50, Avenue Malakoff, 50

PARIS (XVIe)

1926

OUVRAGES DU MEME AUTEUR

Mademoiselle Moustique (épuisé)	1 vol.
La Vie Européenne au Tonkin (épuisé)	1 vol.
Histoire d'un Colon (épuisé)	1 vol.
Les Puissances devant la Révolte Arabe, la Crise mondiale de demain (1906)	1 vol.
L'Avenir Economique de nos Colonies (1909)	1 vol.
25 Jours en Paquebot (épuisé)	1 vol.
Elsa, Lina, Maria et Cie (4 années en Rhénanie)	1 vol.
La Révolte Arabe, de 1906 à 1925	2 vol.
Les Réformes en Tunisie (1926)	1 vol.

THEATRE

Arrivons (comédie en 3 actes)	1 vol.
Gardien pour Dames seules (comédie)	1 acte
Le Rival (comédie)	3 actes
Sur la Grève (drame)	1 acte
Les Vêpres catalanes (drame historique)	5 actes

POUR PARAITRE :

Une histoire d'inventions de victoire (*Les Vérités de la Guerre*)	1 vol.
Les Suppléantes	1 vol.
La Passion d'un Intellectuel	1 vol.
Le Dilemne	1 vol.
Assurance contre (comédie)	3 actes
Notre faillite en Rhénanie	1 vol.

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays. *Copyright by author*, 1926.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000006

POUR MON PAYS

Afin qu'il soit honoré, respecté, puissant, et qu'il redevienne le premier du monde.

Eugène JUNG.

30 avril 1926.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000007

Halle a. S.

Leihgabe an die
Deutsche Morgenländ. Gesellschaft

Exposé général.

De toutes parts on signale des mouvements inquiétants dans le monde islamique. On les attribue aux menées bolchevistes, à la propagande ardente et continue qui part de Taschkend et se répand jusqu'aux confins les plus éloignés de l'Asie et de l'Afrique. Evidemment, cette raison est plausible ; mais elle n'est pas la principale. La cause initiale remonte aux agissements des grandes nations chrétiennes ; celles-ci ne s'en aperçoivent pas ou, si elles en ont la nette perception parce qu'elles ont, de propos délibéré, déclenché le mouvement, elles ne veulent pas l'avouer et en mesurer les conséquences.

Il convient, cependant, à notre époque, d'étudier à fond la question et de voir si nous ne devons pas apporter un remède à ce malaise. Dans tout l'Orient, le feu couve et, comme dans un épaisse forêt vierge, il gagne les sous-bois, menaçant de tout embraser.

— L'Orient en feu ; et par la faute de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, et aussi, indirectement, des Etats-Unis ! Mais, c'est la thèse communiste, celle de la III[e] Internationale, nous dira-t-on, sans manquer d'ajouter que nous nous faisons l'avocat d'une mauvaise cause.

A cette accusation que nous avons déjà entendu proférer, il nous est très facile de répondre, tout en nous excusant de nous mettre en scène.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000009

Issu d'une très vieille famille alsacienne et militaire, nous sommes un ardent patriote et rien moins qu'un antimilitariste. Vieux colonial, ayant sacrifié notre situation pour défendre les intérêts de la France à l'extérieur, ayant eu le bonheur de voir nos programmes pris en très sérieuse considération et appliqués un peu partout, nous ne pouvons subir le reproche d'être un adversaire de notre expansion coloniale. Ceci nous met plus à l'aise pour parler en toute franchise.

Les communistes, eux, obéissent à des mots d'ordre venus de l'étranger et, s'ils prennent parti en faveur de certains peuples opprimés, c'est pour arriver à leurs fins.... soviétiques. Ils prêchent la haine de la France, de la patrie.

Nous, au contraire, en disant nettement la vérité, nous voulons porter le fer rouge dans certaines plaies et arriver à modifier un état d'esprit préjudiciable à notre influence mondiale et à nos intérêts les plus immédiats.

Ce n'est pas seulement le Proche-Orient qui est en ébullition. En Afrique, en Chine, aux Indes, dans les Iles Néerlandaises, l'agitation devient chaque jour plus profonde. Le mal s'étend.

Quel malentendu sépare donc l'Islam du reste du monde ? Quelles en sont les causes ? Comment y remédier ? C'est ce que très impartialement nous chercherons à définir.

La partie la plus importante du conflit se joue en Orient, partie politique, diplomatique, militaire et économique dont le grand public, en tous pays, n'a qu'une connaissance imparfaite ; même en aurait-il une perception assez nette qu'il n'en pourrait connaître les raisons cachées. Aussi, avons-nous pensé qu'une fois en possession de tous les éléments d'appréciation, l'opinion mondiale aura à cœur de peser sur les gouvernements pour faire cesser cet état de choses.

Partout on veut la paix, mais une paix juste, sincère, universelle. On a une appréhension vive de voir se renouveler ces affreuses boucheries qui ont provoqué la disparition de vingt millions d'êtres humains. C'est pourquoi on a applaudi lors de la création de la Société

des Nations et de la signature du pacte de Locarno, joie vite muée en incertitude lorsqu'on a compris enfin la véritable raison de tous ces actes ; ils cachaient, en effet, l'esprit de domination des grandes puissances, au mépris des droits des autres nations, satellites infimes, considérées suivant la mesure de l'appui indirect qu'elles pouvaient apporter à l'un quelconque de ces importants Etats.

C'est toujours la conclusion de la fable « **Les Animaux malades de la peste** » qui est de règle, en dépit des beaux discours, des tirades sentimentales destinés à cacher la vérité aux yeux du **vulgum pecus.** Cependant, il arrive un jour où tout se dévoile, où les « petits » regimbent, s'unissent et finissent par avoir gain de cause.

Un très bon penseur a dernièrement (1) publié un article fort bien documenté sur « **l'Œuvre de la Civilisation Blanche en péril** ». Les arguments du Dr Legendre sont parfaits et forment un ensemble impressionnant ; mais l'auteur oublie de regarder en se plaçant de l'autre côté de la barricade et c'est une erreur que commettent de nombreux écrivains, des historiens, des philosophes, des diplomates. Evidemment, nous avons apporté à de vieilles civilisations les progrès modernes ; mais nous n'avons pas voulu en même temps leur prendre ce qu'elles avaient de bon, et surtout nous nous sommes présentés et affirmés en dominateurs et en exploiteurs. Les intéressés protestent et montrent les dents, c'est-à-dire s'arment, d'où le conflit.

En Orient, spécialement dans les **Terres d'Islam,** le danger d'une pareille méthode apparaît de plus en plus prochain. Le monde musulman compte plus de quatre cents millions d'adeptes et se répartit sur l'Asie et l'Afrique. Il se sent gravement atteint par « **La dernière Croisade** » suivant le mot du général Allenby. Cette dernière Croisade sera en effet la dernière, mais pas comme on le pense. Cette lutte de la chrétienté et du

(1) Voir l'*Illustration* du 3 avril 1926.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000011

sionisme contre l'Islam va provoquer les pires désastres. Il y a, en effet, des choses que l'on ne doit pas faire et des pays auxquels on ne peut toucher. Ce manque de psychologie de la part de tous les dirigeants de la chrétienté est surprenant.

Ils auraient pu agir autrement, en sauvegardant leurs intérêts légitimes. Ils n'ont pas voulu le comprendre. C'est la raison pour laquelle nous avons entrepris cette étude dans l'espoir que ces aperçus ouvriront les yeux les plus obstinément et volontairement fermés.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000012

II

L'ORIENT

Laissons de côté les contrées d'Europe où a fleuri la Question d'Orient. Regardons les rives asiatiques.

Entre la Mer Noire et les pays arabes s'étend la Turquie qui, aujourd'huie repliée sur elle-même, convoite, les regards avides, son ancienne proie.

En-dessous, voici la Cilicie, si bizarrement rendue aux Turcs, la Syrie et le Liban, sous notre mandat, la Palestine, la Transjourdanie et la Mésopotamie sous mandat anglais, puis la presqu'île arabe, avec ses mystérieuses contrées, creuset où se prépare la revanche terrible des opprimés. Ce sont le Hedjaz, l'Assyr, le Yemen, le Hadramaut, l'Oman, le Hasa, le Hofhouf et enfin les hauts plateaux de l'Arabie Centrale avec le Nedjed, le Kasim, le Shomer, le Yemamah, l'Afflaj, etc., où règne un puissant sultan, espoir de tous, Abd-ul-Aziz ibn Abd-ur-Rhaman Al Fayçal Al Saoud, proclamé récemment roi du Hedjaz. Son pouvoir s'étend du Golfe Persique à la Mer Rouge.

A gauche est l'Egypte qui gronde. A droite se trouvent l'Afghanistan, la Perse, le Béloutchistan et plus loin l'Inde en ébullition.

Sur ces territoires où à cause d'eux va se jouer le sort du monde.

Trois grands problèmes se posent, en effet, en Orient : la partie économique, la partie politique, la partie religieuse.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000013

Les deux premiers ont été exposés tout dernièrement par un Grec, M. Stavro Costopoulo, dans son livre, « **L'Empire de l'Orient** ».

« L'Orient méditerranéen, dit-il, est le centre d'un courant international qui constitue un élément indispensable à l'économie de la vie européenne. De son côté, la géographie du pays a toujours favorisé le passage des races diverses en quête de meilleures destinées, tandis que sa nature accueillante a toujours décidé les éléments les plus divers et les plus disparates à s'y installer. Quand les premières sociétés humaines ont commencé à s'organiser, c'est principalement dans l'Orient que la lutte pour la vie a pris la forme de luttes entre tribus et plus tard entre pays et empires.

« La question d'Orient existait bien avant que les diplomates eussent adopté ce terme... Les incursions, les conquêtes et les empires qui s'y sont succédés ont toujours dépendu de l'intérêt économique...

« La lutte pour l'Empire de l'Orient se poursuivra aussi longtemps qu'existera le courant économique qui unit l'Europe à l'Asie... »

L'auteur a omis de parler de la question religieuse, donnée plus redoutable que les autres et qu'il est cependant nécessaire de leur joindre, car toutes trois s'enchevêtrent, se heurtent, et permettent de bien saisir les côtés complexes de l'histoire orientale actuelle et d'en dégager la solution logique dont on semble s'écarter de plus en plus.

Nous n'avons nullement l'intention de remonter dans cette étude aux temps reculés ; nous laissons à des érudits le soin de raconter l'histoire qui a déjà tenté tant d'écrivains. Contentons-nous d'observer ce qui se passe de nos jours.

Le Proche-Orient a toujours été le marché des matières premières et le débouché des produits fabriqués. Pour conserver ce marché, la route de l'Asie doit être libre ou sous l'autorité de celui qui la convoite. Quand cette voie s'est trouvée fermée, l'Occident a recherché des chemins détournés, par la mer Rouge et l'Océan Indien, par la Sibérie, par le Caucase et la mer Cas-

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000014

pienne. Les grands courants commerciaux ont, de tous temps, suivi les mêmes itinéraires ; mais la ligne droite a été naturellement la préférée, et c'est l'Orient, c'est-à-dire la Palestine, la Syrie et la Mésopotamie, qui est le centre du trafic. C'est également le parcours des grandes invasions.

Qui détient ce nœud de routes est le maître du monde.

L'intérêt porté par les grandes puissances à ces régions s'est décuplé depuis la découverte des riches gisements de pétrole de Mossoul, devant les probabilités minières de la Palestine, en face des futurs réservoirs en céréales des plaines jadis si riches de la Mésopotamie.

Aussi chacun de ces grands Etats s'observait-il, avant la guerre, cherchant à contrecarrer les secrets desseins des autres, essayant par toutes sortes de moyens de pénétrer dans les bonnes grâces du Sultan de Constantinople, multipliant les demandes de concessions ferrovières et minières, s'ingéniant à s'implanter sur le territoire ottoman par ses missions, ses écoles, ses exploitations agricoles. Tous surveillaient attentivement les progrès de la déchéance de « l'homme malade » dont ils avaient, petit à petit, grignoté le domaine, et escomptaient la dissolution de l'empire et son partage.

Nous avons dit, dans notre dernier ouvrage sur **La Révolte Arabe** (1), à quelles conclusions tous s'étaient arrêtés pour liquider ces fastueuses dépouilles. La cote mal taillée, ainsi préparée, ne pouvait être que provisoire ; elle aurait donné lieu à de sérieux conflits. La France n'obtenait qu'une part minime. L'Angleterre et l'Allemagne étaient les grands bénéficiaires. Chacun s'était attribué la peau de l'ours, avant de l'avoir tué. En quelques mots, nous pouvons dire que Londres laissait le champ libre dans le Nord aux Allemands, se réservant le réseau fluvial du Chatt el Arab, du Tigre et de l'Euphrate et l'hinterland de Koweit. Paris se con-

(1) **La Révolte Arabe,** de 1906 à 1925, 2 vol., Bohrer, éditeur, 57, rue de Richelieu, Paris.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000015

tentait de concessions pour des compagnies particulières et ne s'occupait nullement des revendications syriennes.

Notre gouvernement avait même (février 1914) l'intention de tout abandonner pour avoir les mains libres au Maroc, faisant preuve ainsi d'une ignorance complète de la situation. Sa seule excuse est que ses dirigeants ne connaissaient pas l'histoire ; mais, en ce cas, on ne prend pas en mains le pouvoir et on n'assume pas la responsabilité des destinées d'un pays.

Une indiscrétion permit d'empêcher toute tractation. D'ailleurs, l'Allemagne n'était pas satisfaite de l'arrangement. Ses visées étaient plus hautes et, il convient de le reconnaître, elles étaient parfaitement étudiées.

Le kaiser et ses intimes conseillers avaient deux buts en vue. Le premier, connu, discuté, était la main-mise sur la route de Salonique afin de s'approprier, pour son seul profit, celle d'Asie où le Bagdad-Bahn la précédait. Une raison majeure, commerciale et industrielle, commandait cette politique qui avait l'approbation des masses avides de gains de plus en plus considérables et de terres à occuper.

La seconde idée était plus grandiose. Elle consistait à reprendre l'œuvre de Bonaparte, et c'est le véritable motif du fameux voyage en Orient. Le Protecteur de l'Islam rêvait de devenir le maître du monde, d'occuper les Indes et de réduire une fois pour toutes l'Angleterre à sa merci.

Ce furent ces convoitises, ces besoins et ces ambitions qui déterminèrent la guerre de 1914.

Seulement, l'Allemagne, suivant son habitude, avait manqué de psychologie. Elle comptait soulever l'Islam en dénonçant les emprises successives de l'Angleterre, de la France et de l'Italie sur des territoires ayant appartenu au Sultan et contenant des populations en majeure partie musulmanes ; puis, elle faisait fonds sur le Khalife qui devait entraîner tous les adorateurs d'Allah, le Dieu unique.

Elle oubliait deux choses : d'abord que l'Islam admet parfaitement la domination étrangère sur des régions

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000016

musulmanes non « Terres d'Islam », à condition que la religion soit tolérée, que les coutumes, les pratiques, les individus soient respectés. Or, jusque-là, les grandes puissances musulmanes s'étaient montrées en général soucieuses d'observer ces règles. De plus, le monde arabe avait la haine du Turc, de l'oppresseur, de l'usurpateur et, depuis quelques années son opposition ne faisait que grandir. Grâce à lui, le **Djihad** ne réussit pas. Au lieu de la guerre Sainte contre l'infidèle, on assista à la révolte arabe.

Il est indispensable, à ce point de l'histoire, de bien se pénétrer de cette idée : grâce aux centaines de mille travailleurs égyptiens, grâce à l'armée égyptienne, grâce aux Arabes du Hedjaz, du Nedjed, de l'Irak, de Transjourdanie, le canal de Suez, cette voie vitale, fut préservée, le ravitaillement put se faire, et des divisions turques, qui auraient été dangereuses sur d'autres fronts, furent retenues sur place puis anéanties ou faites prisonnières. La victoire en découla.

Le monde arabe d'Orient avait donné tout son concours aux Alliés parce que, confiant en leur parole, il croyait qu'ils l'aideraient à assurer son indépendance contre un retour possible de ses adversaires. Prétendre, comme on essaie de le faire aujourd'hui, que ce concours fut minime, est un des plus grands mensonges de l'histoire (1).

Depuis la fin des hostilités, la Question d'Orient est devenue plus aiguë qúe jamais. Avant d'aborder cette étude, il est indispensable de bien préciser l'attitude de la nouvelle Turquie, facteur troublant dans l'évolution actuelle de l'Orient, et celle des pays avoisinant la patrie arabe .

---

(1) Le rapport de M. Louis Marin en 1917, à propos des crédits pour la mission militaire et religieuse au Hedjaz, est précis à ce sujet. (Note de l'auteur.)

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000017

III

LA TURQUIE NOUVELLE

Le Turc, pris en particulier, peut se dire très ami de la France, le vieux Turc surtout. Cela n'a pas empêché tous les gouvernements Jeunes Turcs de se livrer entièrement à l'Allemagne et de nous déclarer la guerre. Cependant, l'opinion générale, chez nous, leur était favorable ; elle l'est demeurée, même après le conflit. Nous devons cet état d'esprit à nos grands romanciers passés et présents. Or, nous sommes sur le terrain diplomatique et sur celui des réalités.

La Turquie s'est présentée de tous temps sous deux aspects : d'abord conquérante et vivant sur les pays domptés, enfin faible à ses heures et obligée d'ouvrir les portes nécessaires au commerce mondial, aspirant les ressources financières de l'Europe et terminant régulièrement ce jeu par des faillites frauduleuses. En condescendant à l'établissement des Rayas, elle continuait à profiter de leur immense labeur.

Aujourd'hui, rien n'existe plus. De propos délibéré, la nouvelle Turquie a fait table rase du passé, a rejeté en dehors de ses frontières les étrangers qui ont transporté en Macédoine et dans le Péloponèse les industries et le haut commerce installés à Smyrne et en Anatolie et, volontairement, est demeurée seule, sans grandes ressources. Qu'attend-elle ?

Pour tout observateur, elle ne peut demeurer longtemps dans cette situation délicate. Il lui faut en sortir à tout prix. Retomber sur le joug financier des grandes

puissances ne paraît pas être la directive de Mustapha Kémal. Cet homme énergique voit plus loin.

En 1917, le Docteur Insabato, savant et grand voyageur italien, nous permettait de lire les épreuves d'un remarquable ouvrage : « **L'Islam et la politique des Alliés** » (1) qui ne put paraître qu'en 1919, la censure en ayant arrêté la publication ! Dans ces pages, l'auteur prévoyait ce qui s'est passé depuis, c'est-à-dire la laïcisation du pays ou plutôt sa renonciation au Khalifat et au panislamisme, arme devenue inutile, puis son évolution vers le passé. Le Turc redevenait le Mogol. Gengiskhan était prôné dans toutes les écoles comme un Dieu ; l'adoption du bouddhisme comme religion d'Etat se préparait.

Tous ces pronostics se sont réalisés, sauf le dernier qui est en « incubation ». La liaison secrète avec les Tartares et les Mogols est chose faite. Mustapha Kemal regarde, en effet, vers l'Est d'où doivent venir le signal et l'aide. Il ne craint plus l'Europe, après l'affaire de Smyrne.

Le Président de la République turque est le précurseur des Mussolini, des Primo de Riveira, des Pangalos. Il a su galvaniser son peuple, le soustraire aux sollicitations et aux abandons, le retremper en un mot. Il ne s'appuie sur ses voisins que dans la mesure où cette attitude peut-être utile à son pays, se méfiant des uns et des autres.

Le maître d'Angora se rit de nos efforts pour renouer avec lui des relations politiques et économiques. S'il accorde quelques menues faveurs, c'est pour gagner du temps, exciter les rivalités. Que peut-il craindre ? Demain, il pourra de nouveau fermer les Dardanelles et la comédie sanglante de 1914 recommencera. Ses dettes ? Il s'en soucie peu, et on ne brandit aucune foudre contre lui, tandis que sous ses yeux amusés les Alliés s'entre-déchirent pour la même cause.

Puisqu'on n'a pas su ou voulu, en 1918, désarmer cette nation, l'endiguer fortement, lui imposer une vo-

(1) Berger-Levrault, éditeur.

lonté unique, en terminer une bonne fois avec cet élément de troubles, les dirigeants turcs savent bien qu'ils peuvent manœuvrer à leur aise.

Pour vivre, cependant, ils ne doivent pas demeurer dans l'état actuel ; il leur faut des richesses, des terres, des pays à exploiter. Ils se font en conséquence des âmes de conquérants ; ils préparent leurs corps et leurs armes.

Sur qui ou sur quoi peuvent-ils compter ? D'abord sur les rivalités entre Alliés et l'impossibilité d'une entente nouvelle entre eux ; puis sur leurs frères d'origine jusqu'en Chine et au Thibet ; ensuite sur les mécontents, les Arabes — leurs ennemis d'hier, — les Egyptiens, les Hindous ; enfin sur l'Allemagne qui cherche à reprendre sa place dans le fromage si bien préparé, sur la Hongrie et la Bulgarie. Ils accepteront sans aucun doute l'appui des Soviets, tout en se méfiant d'eux ; les Bolchévistes sont, en effet, des impérialistes qui ont repris à leur compte le programme de Pierre le Grand. Nous reviendrons sur ces données.

Sur qui se précipitera l'avalanche, au début ?

Déjà la Turquie considère le Liban, la Syrie, la Palestine, la Transjourdanie, la Mésopotamie comme des Alsace-Lorraine, bien qu'aucune assimilation puisse être permise ; mais nombreux sont les Arabes mécontents du sort qui leur a été réservé par les pays « mandataires », et ils tournent leurs regards vers ces Turcs abhorrés hier. Ceux-ci, conscients de ces concours, certains que la France et l'Angleterre ne pourraient poursuivre une épuisante campagne dans ces régions à cause de l'état de leurs forces militaires, de leurs finances, de l'opposition qu'elles rencontrent chez elles et des répercussions dangereuses à leurs frontières ou dans leurs possessions, attendent le moment propice.

La gravité des événements de Syrie et l'affaire de Mossoul surexcitent leur chauvinisme. Observons leur adroite diplomatie à propos de Mossoul, l'art avec lequel ils ont reculé la décision, leur permettant ainsi de laisser finir l'hiver et de compléter leur armement.

Certes, du point de vue européen, la Turquie aurait

avantage à incliner du côté de la paix mondiale, à ouvrir de nouveau ses portes aux Rayas, à accepter le concours des capitaux américains et anglais. Si elle résiste à ces invites répétées qui permettraient la réorganisation du pays et la mise en valeur de toutes ses richesses, si par exemple elle a annulé les concessions des mines d'Arghona, successivement données à la France en 1921 (premier accord d'Angora), puis au groupe Chester, et toujours inexploitées, si elle refuse toute entente pour la concession agricole de Tchokour-Ova, accordée à des Français, mais, en attendant, louée en grande partie à une société belge, c'est qu'elle entend demeurer dans l'expectative, libre de tous engagements, à l'abri de tout empiètement et de toute entrave, malgré la crise économique de plus en plus aiguë.

Les exportations ont diminué d'une façon sensible, par suite de l'exode des étrangers et de leur remplacement par des syndicats locaux dont le passé, l'action et les connaissances ne répondent pas aux nécessités présentes. Les importations dépassent du double les exportations. Le port de Constantinople est désert ; celui de Smyrne n'existe plus.

Un Etat comme la Turquie, peut-être pas très conséquent dans ses limites actuelles, mais grand par son passé et important par sa position aux portes de l'Europe et de l'Asie, avec des chefs aussi déterminés que Mustapha Kémal, ne demeure pas dans cette situation s'il n'a pas un but caché, presque immédiat.

Bien qu'elle soit devenue une République et ait chassé le Khalife, en renonçant au profit moral de ce souverain spirituel, profit largement compensé par les obligations mondiales et les interventions des puissances, la Turquie est encore musulmane. Elle ne peut rester indifférente aux atteintes portées au dogme sacré, ses citoyens en pratiquant religieusement les rites. Aussi suit-elle attentivement les évolutions présentes et est-elle prête à intervenir, le cas échéant.

Nous la reverrons donc bientôt puissante et redoutable, à moins que la sagesse des Alliés ne permette de lui opposer une autre grande force.

IV

L'EGYPTE

Lorsque Saïd pacha, alors gouverneur de l'Egypte, accorda à son ancien condisciple F. de Lesseps la permission de creuser le canal de Suez, l'Angleterre opposa son veto et mit tout en œuvre pour empêcher la réalisation financière de l'entreprise. Attaqué pour cette raison à la Chambre des Communes, lord Palmerston répondit que, évidemment, le canal permettrait de se rendre plus vite aux Indes et en Chine, mais entraînerait l'occupation de l'Egypte par la Grande-Bretagne, d'où une source de conflits redoutables où sombrerait l'empire britannique.

Paroles prophétiques qu'il convient de rapprocher de celles de Moustafa Kamel, le leader égyptien, publiées en 1899 dans une brochure : « **Conséquences de l'Occupation de l'Egypte par l'Angleterre** ».

« Pour le moment, dit-il dans sa préface, je m'adresse « aux politiciens. J'ai voulu leur démontrer d'une façon « sommaire les considérations matérielles qui doivent les « attacher à la délivrance de l'Egypte, car en laissant bri- « ser ce pays par la domination anglaise... c'est surtout une « guerre ssns fin que l'on allume dans le monde entier. »

Et plus loin :

« La puissance qui réussirait à s'emparer et à devenir maîtresse absolue de la Vallée du Nil, deviendrait du

même coup la véritable souveraine de l'Afrique... ; elle acquerrait, en outre, par une conséquence rigoureusement logique, le pouvoir de commander à la Syrie et d'imposer ses volontés à Jérusalem...

« Cette même puissance, par la possession des ports de Suez, de Kasséir et de Souakim, deviendrait également maîtresse incontestée de la Mer Rouge ; elle constituerait ainsi une menace permanente pour Djedda...

« Avec des troupes à Périm, à El Kasséir, à Souakim, à Suez, les Anglais pourraient fermer la route du pélerinage, en cas de besoin. Ce serait le vasselage de l'Islam tout entier à la puissance anglaise...

« Si la perte de Jérusalem a soulevé autrefois le monde musulman, que serait-ce de la perte de La Mecque ?

« Le premier résultat du prochain raccordement des voies ferrées égyptiennes avec le chemin de fer de Syrie serait de mettre la Palestine sous la domination des Anglais, dès que ceux-ci seraient les maîtres de l'Egypte...

« Ou le maître de la Syrie est en même temps le souverain de l'Egypte, comme c'est le cas actuellement, ou le maître de l'Egypte, s'il se sent fort, s'empare de la Syrie.

« ...L'Angleterre, dont l'insatiable appétit est proverbial, ne peut pas se montrer moins avide de conquêtes que ne le fut Bonaparte en cette occasion, et il se produira alors ce fait, capital entre tous, de Jérusalem tombée au pouvoir du protestantisme !

« ...En admettant contre toute vraisemblance que le Pape et le Tzar acceptent le fait accompli, que diront les musulmans qui, bien que désunis, ont su défendre lors des Croisades le Haram-el-Chérif contre l'effort de la chrétienté coalisée ?

« Jérusalem ne peut être possédée que par une puissance musulmane ; les Croisades en sont une preuve irréfutable entre mille. Car seule une autorité musulmane est en état de tenir la balance entre toutes les sectes et toutes les religions qui se disputent la patrie des prophètes d'Israël et le temple de Salomon.

« La perte de Jérusalem... deviendrait le signal de guerres formidables entre toutes les croyances, aucune nation n'ayant qualité pour commander aux Lieux Saints...

Il résulte de ce que nous venons d'exposer, que l'occupation de l'Egypte par l'Angleterre est un danger menaçant pour le monde entier.

Les Diplomates qui travaillent pour l'évacuation de

notre pays ne remplissent pas seulement un devoir qu'imposent la justice et l'honnêteté internationales, mais ils préparent en même temps la paix du monde entier, l'alliance de l'Islam et de la Chrétienté et, enfin, la gloire de la civilisation occidentale ! »

La ligue Arafatiya et Moustafa Kamel voyaient juste. Que diraient-ils de plus aujourd'hui ?

L'Egypte ne pardonnera jamais à l'Angleterre les manques de parole et les attentats successifs à son indépendance dont elle a été victime après la guerre et jusqu'à nos jours. Des maladresses ont été commises par Londres.

On était tout disposé au Caire, dès l'armistice, à donner à la Grande-Bretagne toutes les satisfactions désirables pour la défense du canal de Suez et de ses débouchés, Port-Saïd et Suez. On s'attendait, en retour, à l'octroi définitif et complet de la liberté, en remerciement de l'appui précieux apporté par le peuple égyptien pendant la guerre mondiale, et aussi pour réaliser les promesses solennelles du gouvernement anglais.

Toutes ces espérances se sont évanouies. Nous n'avons pas à rappeler les faits qui sont connus de nos lecteurs. Le joug s'est fait sentir plus rude.

Les résultats de cette politique de servitude se feront connaître à un moment difficile, quand, sur un point quelconque du monde, les forces anglaises seront engagées. Il semble qu'à Londres on en ait une sérieuse appréhension, puisque des mesures très particulières ont été décidées en 1925 pour la sauvegarde du canal, cette artère vitale de l'empire britannique.

Nous avouons ne rien comprendre à cet acharnement impérialiste de la part de nos voisins. Ont-ils une confiance exagérée dans leurs forces militaires et navales et dans le pouvoir de leurs livres sterling? Est-ce pour eux une question d'orgueil mal placé ? Est-ce la crainte de diminuer leur prestige s'ils consentaient à ce recul salutaire ? Orgueil ou folie, le fait n'en est pas moins patent. Pour eux, la route des Indes doit demeurer libre, avec toutes les terres à l'entour sous leur domination.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000024

Cependant, ils devraient se rendre compte de l'état général d'esprit des Egyptiens, de l'irritation grandissante qui se manifeste presque ouvertement dans tous les milieux. L'Egypte a repris conscience de son rôle historique ; elle se souvient et se glorifie de ses souverains, de ses savants, de ses richesses, de sa puissance ancienne. Elle sait qu'elle est le pivot de la politique orientale. Elle sent qu'elle est appelée à jouer sa partie dans les temps présents et futurs, et ses enfants se préparent à cette occasion.

Enfin, l'Egypte est musulmane. Accueillante à toutes les autres religions et à tous les rites, ayant depuis longtemps répudié toutes vexations pour les opinions religieuses contraires, elle n'en demeure pas moins le centre des études et des controverses islamiques. Son Université d'Al-Azhar est réputée dans le monde entier et son influence s'exerce dans toutes les parties de l'Ancien et du Nouveau Continent. Elle compte plus de 700 étudiants venus de la Syrie, des Indes, de la Perse, du Maroc, de l'Abyssinie, de la Bosnie, de la Russie, des Balkans, des Indes, du Transvaal. C'est au Caire que siège le Comité exécutif supérieur du Khalifat.

Dans cette capitale s'élaborent les décisions relatives à la religion islamique, et il est de toute évidence que l'ambiance a un poids considérable sur celles-ci.

L'Angleterre doit y prendre garde et méditer ce qu'a écrit le 3 avril 1926, le **Wadinnil**, du Caire :

Ne se rappelle-t-on pas encore que l'Egypte, pendant la grande guerre, était le meilleur « associé » de l'Angleterre dans les moments difficiles et qu'elle a mis à la disposition de cette dernière des millions d'Egyptiens qui se sont sacrifiés pour lui assurer la victoire? Elle en fut cependant récompensée d'une façon étrange.

Comment peut-on désirer le maintien de cette « association » dans une atmosphère que la Grande-Bretagne a créée par ses injustices et par la dénégation de ses promesses? L'Angleterre n'a-t-elle pas accepté l'abolition du protectorat, la proclamation de l'indépendance et l'institution d'un régime constitutionnel? Où est cette indépendance et où sont ses éléments puisque la main du Haut

Commissaire s'étend à tous les départements de l'Etat, même à celui dont la sainteté a toujours été respectée? Où est le régime parlementaire qu'elle nous a consenti? Ne l'a-t-elle pas paralysé à plusieurs reprises ?

« Le Haut Commissaire dit que cette « association » anglo-égyptienne doit persévérer dans l'intéret des deux pays intéressés.

Sur quelle base peut-on soutenir la nécessité de son maintien? L'Egypte en a assez avec les paroles; elle veut des actions effectives.

La réponse à ces justes revendications a pu se lire « avant » dans la presse anglaise.

« La politique de concentration en Egypte impliquera une recrudescence d'hostilité de la part des groupes officiels égyptiens envers l'Angleterre.

...Cela montre bien que le pays est incapable de se gouverner lui-même et d'administrer convenablement l'héritage national. »

Comme logique, on ne peut trouver mieux. Du moment que vous réclamez votre indépendance, vous êtes un incapable. Quelle mentalité !

V

LES AUTRES PEUPLES DE L'ORIENT

Aux dangers du Nord et du Sud-Ouest s'ajoutent ceux de l'Est et du Sud-Est.

Il y a quelques mois, **Le Matin** donnait des renseignements suggestifs sur le plan d'offensive communiste en Asie, sous le couvert du nationalisme (7 septembre 1925). Il est intéressant de le publier ici :

Le plan général arrêté par la République des soviets pour préparer la révolution mondiale n'a jamais été très secrètement gardé par ses détenteurs. Les bolcheviks n'ont pas fait mystère qu'en Asie ils s'efforceraient de bolcheviser tout d'abord la Perse, la Turquie et l'Afghanistan pour les dresser contre l'Angleterre, en employant le procédé contraire à la maxime qui consiste à diviser pour régner. Ils ont uni la Perse, la Turquie et l'Afghanistan dans une propagande qui n'a cessé de porter ses fruits, en attendant l'offensive générale qui est dans leur programme.

Suivant la même méthode, le Komintern (comité de l'Internationale communiste) pousse actuellement ses racines dans les profondeurs du continent asiatique, et il est instructif de constater le travail qui s'opère en Mongolie et en Chine, ainsi qu'en Perse, en Turquie et en Afghanistan.

En Mongolie

La Mongolie, devenue un Etat « indépendant », est une nation absolument soumise à la domination bolchevik. Elle se gouverne d'après les règles tracées par le représentant

des soviets, qui l'a d'abord amenée à changer le nom de sa capitale, Ourga. Cette ville s'appelle aujourd'hui du nom significatif de Oulan-Bator, qui veut dire : Héros rouge. Oulan-Bator est le centre de la propagande soviétique en Mongolie et le grand quartier général de l' « armée rouge du peuple de Mongolie », ainsi que la désigne, dans un décret du mois de juin dernier, le gouvernement populaire de Mongolie.

C'est au commencement de 1924 qu'a été créée dans cet Etat une école d'Etat-major groupant toute l'armée mongole en une institution militaire et politique aux ordres de Moscou. Le service militaire obligatoire y a fait son apparition et les descendants dégénérés des hordes de Gengis Khan sont tenus de se rendre à l'appel de leur classe pour prendre leur part des charges militaires. L'armée mongole se trouve être la pupille et l'élève de l'armée rouge de la République des soviets.

Suivant les paroles de Danzan, le représentant de la République populaire de Moscou, cette armée, très bien approvisionnée et entraînée pour la guerre, poursuit, comme l'armée des soviets, le but de maintenir les conquêtes de la révolution, la défense des intérêts et des droits des travailleurs.

Au mois de juin dernier, la Mongolie a célébré à Oulan-Bator le quatrième anniversaire de son « indépendance ». Un grand meeting a eu lieu, auquel ont pris part les organisations du parti communiste mongol, la section des femmes, l'alliance de la jeunesse, les associations professionnelles mongoles et chinoises. Des discours incandescents ont été prononcés par le représentant du général chinois Fing Ion Sang et un membre du Komitern, qui ont préconisé l'alliance de la Chine, de l'Union des républiques soviétiques russes et de la Mongolie, dont les armées défendront dans ces diverses nations l'indépendance des travailleurs.

Le nouveau représentant des soviets en Mongolie, Lindé, a parlé sur le même ton ,en exprimant le vœu que la République mongole fût, pour l'année suivante, reconnue par tous les partis. En attendant, la Mongolie, au cours de cette année, a reçu de Verknéoudinsk, par Kiakta, 30 canons, 60 mitrailleuses et 5.000 fusils de modèle russe. La Mongolie est sillonnée d'agents des soviets, instructeurs et fournisseurs de l'armée, d'expéditions commerciales, archéologiques et géographiques, faisant une étude spéciale

du pays jusque dans ses régions les plus éloignées. Ce pays est devenu effectivement une colonie du Komintern.

En Chine

La seconde route de pénétration des soviets en Asie suit la dircetion du chemin de fer Est-Chinois et, par voie maritime, elle se dirige de Vladivostok vers les ports de l'est et du sud de la Chine. C'est par là que se transportent les armes, les fonds, la littérature spéciale et les agitateurs envoyés pour révolutionner la Chine orientale et méridionale...

En Afghanistan

L'Afghanistan considère la République des soviets par les yeux de son émir, qui a proclamé Lénine « rempart humain de la civilisation ».

L'invasion de l'Afghanistan et, partiellement, de la Perse, s'exécutera par les frontières sud du Turkestan.

Au cours de cette année, il a été envoyé en Afghanistan deux escadrilles montées par des aviateurs rouges, des instructeurs d'aviation et 200 mitrailleuses. Les aéroplanes soviétiques ont déjà, à la fin de 1924 et au commencement de 1925, pris une part effective au bombardement des tribus soulevées Mangall et Djadran, à Khost.

Depuis l'étouffement de cette révolte, l'influence de la République des soviets s'est affermie en Afghanistan.

Perse et Turquie

La quatrième route de l'invasion soviétique en Asie part de l'Azerbaïdjan pour gagner la Perse et l'Anatolie.

Il existe dans l'Azerbaïdjan, des écoles d'agitateurs communistes, turcs et persans. Leur centre d'activité est à Bakou. On compte, en Anatolie, jusqu'à 70 centres de propagande communiste et environ 5 0centres en Perse .

L'un des problèmes auxquels s'attache le Komintern en Asie, c'est d'envenimer la lutte anglo-turque en Palestine, ainsi que l'agitation des peuplades arabes en Irak, en Mésopotamie et en Palestine. Cette agitation trouve son principal argument dans la pression de l'impérialisme anglais sur ces régions, ainsi que sur l'Arabie et l'Egypte, où l'idéal d'émancipation fait de grands progrès parmi les fellahs.

Quant au travail des bolcheviks aux Indes, il est de notoriété publique. Leur plus récent exploit — la grève des cheminots de Lahore — paraît bien être l'œuvre des communistes hindous. Le secrétaire général de l'Alliance des

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000029

cheminots de Lahore a déjà formé une véritable armée de 30.000 partisans des soviets et donne au Komintern les plus favorables espérances

Telles sont les informations que nous avons puisées dans les récentes correspondances d'émigrés russes, particulièrement appliqués à l'étude de ces questions. On voit qu'elles ne préparent point au continent asiatique un avenir immédiat de tout repos.

Tout le monde a pu lire l'ouvrage de M. Ossendowski « **Bêtes, hommes et dieux** » qui a été accueilli avec un certain scepticisme. Il en est toujours ainsi quand on dit la vérité et quand on prévoit les faits. Pourtant, les détails d'une précision troublante que donnait l'auteur auraient pu dessiller tous les yeux. Ce qu'il a prédit se réalise.

La Russie est un amalgame de toutes races et de toutes religions. Orthodoxe dans sa partie occidentale, elle devient musulmane, puis bouddhiste. Elle a su attirer dans son orbite les peuples les plus divers dont elle fait ses alliés, non pas au point de vue communiste, mais avec le programme de « libération des peuples opprimés ».

Avec une inlassable patience elle continue son œuvre, aidée du reste par les fautes répétées des anciens alliés et associés. Pour mesurer la portée de ces erreurs, il est utile de présenter les directives qui animent, par exemple, notre gouvernement et les pensées qui l'agitent.

Le 22 janvier 1925, le journal **La Liberté** publiait une interview de M. Ernest Outrey, ancien gouverneur, député actuel de la Cochinchine.

« ...L'Asie s'occidentalise, à l'instar du Japon, et c'est aux Indes, en Chine ou au Siam, comme en Perse, en Turquie ou en pays arabes, sous l'influence des idées nationalistes, que se forgent ces mondes nouveaux. La religion ne constitue plus cette unité qui coordonnait des Etats au développement économique et social fort différent les uns des autres; l'Islam, par exemple n'est plus un lien, de même le confuciusianisme ou le bouddhisme.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000030

***

L'idée directrice des grands mouvements qui traversent l'univers asiatique, c'est l'indépendance des peuples qui, par suite de leur progressive adaptation aux conditions de la vie moderne, jugent que l'heure est venue de rendre effectives les théories wilsoniennes du droit des peuples à se gouverner eux-mêmes. Pas plus les Arabes que les Jaunes, les races en question ne mesurent combien superficielle est encore leur « occidentalisme ». Ce n'est point, en effet, l'usage du téléphone, de l'automobile ou du vêtement européen qui est garant d'une pleine et entière adaptation à une civilisation qui comporte vingt siècles de labeur.

Quoi qu'il en soit, le monde arabe et le monde jaune sont persuadés qu'ils sont devenus, en ce qui concerne la civilisation européenne, majeurs. Les peuples de l'Asie sont d'abord fortifiés dans cette manière de penser par deux groupements ethniques : les Turcs d'Angora pour les nations musulmanes, les Japonais pour les nations jaunes. Or, en outre de ces deux pôles attractifs, les théories bolchevistes, exacerbant les désirs d'indépendance complète, ajoutent leurs efforts que seconde, comme on le sait, une formidable propagande.

« ...Mais à côté de la politique pratiquée par chaque puissance, l'heure est venue d'envisager des mesures d'ensemble entre puissances colonisatrices. Une liaison est à établir contre le péril asiatico-bolcheviste. Le monde de l'Asie possède ,en ce moment, son poète panasiatique : Rabindranath Tagore. Ce poète de génie chante l'union de toutes les races asiatiques et clame en strophes ardentes le réveil de l'Asie. Mais il oublie qu'au fond de ce réveil est une aurore dont les doigts ne seraient pas, comme celle chantée par le vieil Homère, « teintés de rose », mais empourprés de rouge sanglant. L'Asie est encore insuffisamment européannisée pour ne pas se laisser entraîner par les vieux souvenirs de Tamerlan.

Or, pour cela, notre Europe a une mission civilisatrice et se doit d'être la gardienne de la paix mondiale. Les grandes nations sont et demeurent les tutrices des jeunes peuples qu'une liberté trop grande enivrerait à bref délai ».

Parce que les peuples d'Orient ne se sont pas encore « occidentalisés », tout en adoptant nos dernières décou-

vertes, ils ne sont pas dignes d'être libres ! Curieuse théorie ! Comme M. Outrey, j'ai habité de très longues années l'Indo-Chine et j'ai étudié les lois, coutumes, institutions de ces pays à la vieille civilisation. Je me suis souvent dit que nous avions beaucoup de choses à apprendre d'eux et je n'ai jamais pensé que nous possédions le suprême savoir.

Ce sont ces idée de supériorité et de domination appliquées à des peuples comme les Arabes d'Orient qui vont contribuer à d'clencher le cataclysme.

La Perse, riche, s'est débarrassée de son ancienne dynastie trop européanisée et a accepté comme shah Reza Khan, un nationaliste. Du même coup, l'influence anglaise a subi un grave échec. Très épris d'indépendance, las de voir leur pays si riche en mines, en or, en pétrole, etc., convoité par les voisins, les Persans sont prêts à toute alliance offensive et défensive. Ils viennent de signer un pacte de neutralité avec la Turquie.

Musulmans shiites, ils suivent attentivement ce qui se passe dans la presqu'île arabique.

L'Afghanistan et le Béloutchistan ont les mêmes
Ces trois Etats ne sont d'ailleurs pas hostiles aux progrès modernes et se montrent très accueillants pour tous ceux qui ne cherchent pas à les asservir.

Les Indes ! tout le monde sait quel feu couve dans ces territoires immenses. Il convient de se rappeler que, lors de la fameuse révolte des Cipayes, la Grande-Bretagne était l'amie du Sultan de Constantinople ; elle obtenait de lui ce qu'elle voulait. Le Khalife envoya des instructions aux musulmans hindous (65 millions) et c'est grâce à l'attitude de ces derniers que la rébellion put être matée.

De nos jours, il n'en est plus de même. Les musulmans des Indes, dont le nombre augmente chaque jour, sont en relations étroites avec tous leurs corréligionnaires du monde et leur font parvenir leurs avis et des subsides importants.

Enfin, en Chine, tous les Mahométans sont des partisans des Soviets.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000032

VI

LES PAYS ARABES D'ORIENT

Nous avons examiné la véritable situation des peuples environnant les pays arabes ; nous pouvons maintenant aborder l'étude de ces derniers et leur condition actuelle. Là est le nœud de toute la question d'Orient. Selon l'attitude que l'Angleterre et nous adopterons, ou nous seuls si notre voisine ne veut pas comprendre ou si elle cherche à nous supplanter, à nous dominer ou à nous duper, — de cette attitude, disons-nous, dépendra la paix ou la guerre. Il faudra même de notre part une énergique volte-face et, sur place, des hommes d'une rare compétence pour arriver à temps. Il est déjà bien tard.

L'Orient arabe comprend, comme nous l'avons vu, divers Etats, les uns indépendants, les autres soumis au système du mandat, et quelques-uns dépendant du contrôle britannique (Hadramaut, Oman).

Pendant de longues années, les Anglais ont, avec une méthode remarquable, cherché à asseoir leur suprématie sur la fameuse ligne droite dont nous avons parlé. Ils ont préparé le chemin en créant **La Ligue de la Paix,** dans le Golfe Persique, en établissant un consulat à Bender-Abashir, en protégeant l'émir de Koweit, en étudiant attentivement avec Sir WilliamWilcoks les anciens canaux qui sillonnaient la Mésopotamie, en entretenant des relations amicales avec les grands émirs arabes. Ce travail lent, patient, dénote,

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000033

aux Foreign et Colonial Office, une splendide continuité de vue, une perspicacité dont nous pourrions faire notre **profit.**

Il y a vingt ans, dans notre premier livre sur l'Arabie : « **Les Puissances devant la Révolte Arabe, la crise mondiale de demain** » (1), nous dévoilions le programme anglais de créer une ligne ferrée de Port-Saïd, El-Arish, l'oasis du Djof, Koweit et nous nous efforcions d'attirer l'attention de nos gouvernants sur ces graves problèmes. Nous devons dire que MM. Charles Dupuy, Ribot, Doumer, Pauliat, Paul Leroy-Beaulieu et Giraud, président de la Chambre de Commerce française de Constantinople, nous donnèrent leur appui moral pour organiser une mission économique à but politique caché. Les industriels spécialement intéressés ne voulurent pas suivre. Le Quai d'Orsay n'avait naturellemnet pas de crédits, ni de fonds secrets, pour cette œuvre utile et l'écrivit. Pourtant, tout le monde arabe était prêt à se jeter dans nos bras (1906).

La France se contentait de l'auréole séculaire que lui donnait le titre de protectrice des chrétientés, bien que, depuis la Séparation, l'Italie eût pris beaucoup de notre influence. Nous étions également satisfaits des travaux qui nous étaient concédés en pays ottoman, des chemins de fer accordés et du commerce restreint que nous faisions. L'arrière pays appartenait commercialement à tous nos rivaux : Allemagne, Autriche, Angleterre, Italie. Notre politique à courte vue, changeant avec chaque ministre, ne permettait pas d'embrasser la question dans toute son ampleur. Qui la connaissait, d'ailleurs ?

Dès cette époque, une différence profonde se remarquait entre la Grande-Bretagne et la France ; la première avait comme devise : « **Dominer** » et nous, nous semblions suivre cette maxime : « **Profiter** ». Pourtant, Napoléon I^er^ avait vu et prévu ; il suffit de lire ses rapports d'Egypte. Napoléon III avait eu également une vi-

---

(1) Hachette et Cie, éditeurs, 1906.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000034

sion du problème lorsqu'il envoyait Palgrave en Arabie Centrale (1862-1863). Il existait alors une doctrine.

L'entrée de l'Allemagne dans les combinaisons orientales modifia bien des projets.

Un moyen s'offrait à l'Entente d'arrêter son avance. Depuis 1904, une Ligue Nationale Arabe avait été fondée ; ses progrès se manifestaient dans le pays même, et les notables musulmans et chrétiens s'unissaient pour réclamer des réformes. Les officiers arabes de l'armée turque faisaient partie de ces groupements secrets. Une aide quelconque, cachée, pouvait mettre le feu aux poudres.

En 1911 (guerre italo-turque) et en 1912 (guerre balkanique) l'insurrection pouvait éclater avec le concours assuré des troupes arabes. De l'Irak à la Méditerranée, l'indépendance était prête à être proclamée ; un nouveau Khalife aurait été nommé à La Mecque avec la souveraineté sur le Hedjaz. Le monde arabe devenait notre allié et assurait la prédominance économique et politique de l'Entente (ou de la puissance qui aurait aidé pécunièrement à la révolte) sur la route d'Asie. Rien, à ces deux dates, ne pouvait empêcher la réussite du projet qui fut formellement présenté aux autorités compétentes.

Nous nous excusons auprès des lecteurs en les renvoyant de nouveau, à ce propos, à notre récent ouvrage : **La Révolte Arabe, de 1906 à nos jours.** Dans le premier volume, nous fournissons toutes les références officielles.

On voit maintenant quelles auraient été les conséquences heureuses de cette révolution.

Par jalousie, par timidité, par intérêt (pour certains groupes), par une fausse conception politique, le refus fut général et les grandes nations se distribuèrent les futures dépouilles de la Turquie, sans tenir compte des dangers de guerre qui se multipliaient en découpant ainsi l'Asie Mineure.

« Mais la France? la Russie et même l'Angleterre? « N'ont-elles pas intérêt à voir se constituer des nations

« dans cette Asie-Mineure partagée en dépit de toutes les « notions ethniques? Ne risquent-elles pas de se voir mêlées « à un grand conflit avec les autres compétiteurs d'abord, « et ensuite d'assister à des convulsions intérieures des « peuples qu'elles se seront partagés avec les autres et « qui voudront se réunir quand même?... »

Lorsque la Turquie se rangea du côté de nos ennemis, toute l'armée arabe était prête à se joindre à nous ainsi que les grandes tribus. On n'accepta pas cette offre. De même, en décembre 1914, les Alliés refusèrent le concours du Kurdistan qui demandait son autonomie garantie par eux tous. On se figurait que la guerre serait terminée en peu de mois et qu'il était inutile de revenir sur un partage établi d'avance, partage d'autant plus lucratif que l'Allemagne en était maintenant exclue. La diversion armée, par l'Asie Mineure, fut également écartée, bien que décisive, pour les mêmes motifs et aussi parce que l'Angleterre voulait prendre d'urgence Constantinople avant les Russes à qui elle n'avait nullement l'intention de la rendre.

L'attitude de l'Angleterre et de la France fut semblable lorsque Djemal-pacha commanda en Syrie, pendant la guerre. Il suffisait de lui assurer la possession du trône arabe pour que l'Irak, la Syrie, le Liban et l'Arabie, pour que les troupes arabes se jetassent sur la Turquie ; mais cette solution dérangeait trop de plans.

Des accords entre les Alliés en 1915 et 1916 nous n'avons pas à parler ici. On ignorait les Arabes. La défaite anglaise à Ctésiphon, l'investissement de Kut-El-Amra, les menaces turco-allemandes en Palestine et en Perse obligèrent les Alliés à se souvenir du monde arabe. Grâce à la révolte du Hedjaz et à l'appui décisif des grandes tribus de Mésopotamie et de Syrie, les Turcs furent vaincus. Entre temps, les Hedjaziens, les Syriens avaient été reconnus comme co-belligérants à nos côtés.

La guerre terminée, les Alliés, étant les plus forts, ne pensèrent plus qu'au partage prévu à Saint-Jean-de-Maurienne.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000036

***

La Conférence de la Paix enregistra sans doute quelques réflexions aigre-douces au sujet de l'Orient. On ne parvenait pas à s'entendre. Les réclamations du monde arabe étaient vives. De guerre lasse, on inventa les Mandats A pour les nouvelles nations d'Orient reconnues indépendantes, en dehors du Hedjaz. Que sont ces mandats?

« Les conseils et l'aide du mandataire doivent guider « leurs administrations jusqu'au moment où elles seront « capables de se conduire seules.

« Les vœux de ces communautés doivent être pris d'a- « bord en considération pour le choix du mandataire. »

Le mandataire n'avait pour mission que de les éclairer par « ses conseils administratifs » et seulement par des conseils.

M. Menassa, dans son livre « **Les Mandats A et leur application en Orient** », suit à la lettre les textes du Pacte. Il ajoute:

« Telle est la Charte des populations placées sous le mandat limité et temporaire qu'elles ont volontairement demandé. Elles sont indépendantes, et le mandataire est leur conseiller provisoire...

« Voilà le principe du mandat, tel qu'il a été compris « dans le Traité de Versailles et qu'il figure dans le Pacte « de la Société des Nations. »

Comment cette dernière a-t-elle compris son rôle si nettement défini ?

Instituée pour la défense des faibles et le maintien de la paix, elle s'est laissée dominer, en ce qui concerne les mandats, par les deux grandes puissances mandataires .» (Ménassa).

Celles-ci ont préparé les projets de mandat qui ont été ratifiés par l'Assemblée de Genève sans que les populations intéressées aient été consultées et malgré les protestations venant de partout.

La Syrie et la Mésopotamie voulaient demeurer libres ; la Palestine et le Liban acceptaient l' « égide » de la Société des Nations ou d'une puissance amie.

On comprendra donc mieux, dans ces conditions, et en lisant le chapitre suivant, les raisons de l'effervescence générale de toute la population du Proche-Orient et celles des événements qui se produisent depuis un an et d'autres qui se produiront bientôt.

Musulmans pour la plupart, les habitants possèdent une élite considérable, dont les connaissances sont fort étendues (1). Ils ressentent plus que d'autres les atteintes portées à leur indépendance si longtemps attendue et si patiemment préparée.

---

(1) Redonnons ici la dépêche Reuter, de source autorisée de mars 1917, et l'article du *Times* du 30 mars :

« *Reuter.* — ...Dans les Etats Unis de l'Amérique du Nord et dans l'Amérique du Sud il y a également des Arabes chrétiens, aussi bien que musulmans, qui ont été chassés de leur pays par l'indigence. En Amérique, dans toutes les branches de l'industrie et dans les professions libérales, les Arabes se sont montré au double point de vue intellectuel et moral les égaux des Européens.

« Ceux qui désirent voir se créer un Arabistan indépendant ont de légitimes raisons d'espérer que ces manifestations émouvantes de la vaillance des Arabes au Hedjaz et leur puissance intellectuelle aux Etats-Unis constitueront les deux fondements nécessaires pour l'établissement en Asie d'un Etat renfermant tous les éléments du progrès et égal à tout ce que l'Arabie, la Syrie ou la Mésopotamie ont produit dans le passé. »

« *Times :* Ces peuples ont donné et donnent des preuves de grande vitalité. Les Syriens, musulmans et chrétiens, qui sont venus aux Etats-Unis au milieu d'une population de 80 millions d'habitants, comme dans une mer, ont surgi à la surface comme docteurs, jurisconsultes et marchands et ils reviennent chez eux, riches, grâce à leur travail.

« En Egypte, les Arabes des provinces turques occupent les plus hauts postes des services civils... En comparant ce qu'il sont avec ce qu'ils ont été, on voit que les Arabes deviendront une des grandes puissances du monde. Les aider et les débarrasser du joug touranien, est préférable à toute suggestion impérialiste. »

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000038

VII

L'APPLICATION DES MANDATS

France. — Le deuxième volume de « **La Révolte Arabe** », ainsi que les débats du Sénat (17 décembre 1925) et de la Chambre des Députés (20 et 22 décembre 1925) ont suffisamment instruit le public sur tout ce qui s'est passé dans le Levant depuis 1919 jusqu'à la fin de l'année dernière. Toutefois, il est utile de relever certaines déclarations et de préciser quelques points politiques, la question religieuse devant être traitée à part.

A propos des pénalités infligées aux Syriens : résidence forcée, bannissement, internement, M. Painlevé, ministre de la guerre, a déclaré du haut de la tribune:

« Ce sont des décisions qui ont été prises dans des conditions extraordinaires. On ne peut pourtant pas considérer le Djebel Druse comme *une terre française*. Il est indispensable de passer par une sorte de transition *avant d'arriver à faire régner le code français dans la région.* »

Personne n'a relevé ce défi à l'honnêteté, cette atteinte à tous les engagements. Nous avons « pris » le Mandat et nous venons d'affirmer devant la Société des Nations (mars 1926) que nous entendons nous maintenir dans les termes du mandat. Qui veut-on tromper dans ce cas ? En voulant imposer le code français nous agissons comme dans une colonie.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000039

Il faut lire le rapport de M. Robert de Caix à la Commission des Mandats et celui du Conseil de la Société des Nations, surprise de tant de contradictions entre la réalité et nos déclarations.

« La Commission a le regret de constater que ce document (celui de M. de Caix) n'a pas répondu à son attente; il présente des lacunes, non seulement dans l'exposé des causes immédiates des mouvements séditieux actuels, *mais aussi quant aux causes profondes d'une agitation* que les rapports relatifs aux exercices précédents n'avaient point mis en lumière... »

« Au cours même de la session des requêtes, des protestations et des télégrammes n'ont cessé d'affluer au Secrétariat de la Commission, *venant des deux Amériques et d'autres pays étrangers...* »

« La Commission estime qu'un régime monétaire fondé sur la parité de la monnaie syrienne et de la monnaie française présente, pour les territoires sous mandat, un double inconvénient (1). En effet, les répercussions en Syrie et au Liban, des mouvements du franc français sont forcément fâcheuses pour l'état économique de ce pays et, d'autre part, la Puissance mandataire, en liant étroitement la livre syrienne à une monnaie étrangère au pays, ne l'expose-t-elle pas à entraver le développement de sa propre politique? Celle-ci tend, en effet, à préparer les territoires sous mandat au plein exercice de leur indépendance nationale, qui ne se concevrait pas sans l'autonomie financière et monétaire. La Commission appelle sur ces observations l'attention de la Puissance mandataire en vue du régime monétaire à instituer lorsque la convention passée avec la Banque de Syrie aura pris fin. »...

« On n'attendra pas de la Commission qu'elle commente les opérations militaires auxquelles ont donné lieu l'insurrection druse et les troubles subséquents. Elle se borne à rappeler... que ces actes ne se justifient que dans la mesure où ils sont *indispensables* au rétablissement de la paix, où ils ne causent pas de souffrances inutiles et où *ils ne créent pas de ressentiments légitimes.*

En d'autres termes, il conviendrait qu'en Syrie de telles

---

(1) Ce paragraphe vise l'institution de la Banque de Syrie si productive pour certains.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000040

opérations fussent toujours conduites avec le souci supérieur de maintenir intacte l'autorité morale du mandataire et de ne pas compromettre l'avenir de sa politique. »

« La Commission ne met pas en doute que les fluctuations de la politique du mandataire dans des questions propres à alimenter des polémiques inspirées par les rivalités de race, de clan et de religion si vives dans ce pays, à susciter toute sorte d'ambition et à mettre en question des intérêts moraux et matériels importants, ont entretenu dans les territoires sous mandat un état d'instabilité et d'inquiétude constant... La Commission ne peut se défendre de penser qu'il eût été possible d'éviter ces sursauts de la politique si les problèmes avaient fait l'objet d'une étude préalable plus attentive ou, plus sûrement encore, si *l'admninistration mandataire elle-même n'avait été soumise successivement à des impulsions et à des tendances contradictoires.* »

« *L'on peut se demander si la doctrine du mandat a constamment inspiré l'administration mandataire en Syrie...* Il apparait clairement que les conseillers français ont eu une tendance trop marquée à se substituer aux autorités indigènes... Ainsi le mandat a paru, aux yeux des Syriens, se muer graduellement en un régime d'administration directe. »

On ne peut être plus sévère. Naturellement, la grande presse a publié seulement les deux paragraphes de la fin du rapport, dans lesquels le Conseil des Nations a prononcé quelques mots de politesse destinés à faire passer plus doucement l'amère pilule. C'est ainsi que le public est généralement informé. Trop d'intérêts sont en jeu pour qu'on ne cherche pas à cacher le principal et à éviter des décisions que l'opinion exigerait s'il connaissait la vérité. Notre pauvre pays ne mérite cependant pas d'être traité ainsi.

Le général Sarrail a été mis sur la sellette et finalement relevé de ses fonctions. Certes, il a commis certaines erreurs, à cause de son entourage et de sa méconnaissance du pays et de tous ses dessous, mais ces fautes ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Depuis 1920, depuis l'injustifiée main-mise sur Damas et la Syrie, l'irritation était profonde. Elle

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000041

croissait chaque jour. La politique prudente du général Weygand avait amené une sorte de détente parce que les Syriens, confiants en sa droiture, espéraient que justice allait leur être rendue. Or, cette décision ne dépendait pas de lui, ni de son successeur.

En avril 1925 et de nouveau le 17 mai 1925, nous rendant compte de la situation, nous insistions auprès de M. Briand, ministre des Affaires étrangères, pour l'entretenir des questions économiques et politiques, et nous terminions par ces mots :

« Ceci n'est pas à dédaigner au moment où certaines éventualités redoutables sont à prévoir pour l'automne en Orient. »

Nous ne reçumes aucune réponse ; mais M. Briand aurait mauvaise grâce de prétendre, depuis, qu'il n'avait pas été prévenu. Il ne dépendait que de lui d'être au courant. Notre entrevue n'aurait, d'ailleurs, rien modifié. On avait et on a encore des raisons multiples au Quai d'Orsay et dans d'autres milieux pour suivre les mêmes errements.

Le parti colonial, en effet, peu satisfait sans doute des immenses colonies non mises en valeur, a décidé de s'emparer de la Syrie et d'en faire sa chose. Il y a casé de nombreux administrateurs et agents de toutes classes.

Le quai d'Orsay, non content de son fief de Tunisie, a trouvé intéressant d'en posséder un autre, de plus grande envergure, où il pourrait renouveler la même politique d'intérêts.

Le monde financier a vu la possibilité de procéder à quelques opérations fructueuses, les unes immédiates, les autres de longue haleine.

Le monde religieux... nous en parlerons dans le chapitre suivant.

Que viennent donc faire dans cet imbroglio les malheureux habitants du Levant, musulmans ou catholiques, Syriens ou Libanais ? Ils n'existent pas pour

tous ces bénéficiaires, pas plus que l'intérêt vital de la France n'a été en vue.

On ne voulait pas tenir compte de leurs sentiments. Ils avaient refusé d'être plus longtemps sous la domination des Turcs, à plus forte raison sous celle des Européens. En agissant comme nous le faisons, nous provoquons le fanatisme.

La déclaration de M. Briand, à la Chambre, le 20 décembre 1925, est toute à relever. Remarquons entre autres ce passage:

« Il y a eu depuis la guerre (de 1914) trois généraux. *Il y avait un état de guerre.*

« La France *a été attaquée;* elle a dû se défendre et, en se défendant, elle a dû défendre une œuvre de civilisation indispensable.

« Il a fallu des banques pour faire des routes, des chemins de fer, des canaux, tout ce qui constitue une œuvre de civilisation. »

Tout est inexact. La Syrie et le Liban se jetaient dans les bras de la France, leur alliée et leur amie, et lui promettaient toutes sortes d'avantages. Ils furent traités en pays conquis, pire, mille fois pire, que notre occupation des Pays Rhénans, contrées de nos ennemis ; mais là il fallait craindre les protestations véhémentes de l'Allemagne, tandis que, là-bas, on était le maître.

L'œuvre civilisatrice ! Ce pays avait été depuis des siècles laissé en friche par les Turcs. Dès 1919, les puissantes et richissimes colonies libanaises et syriennes du monde envoyèrent tout un monde et d'énormes capitaux pour faire le nécessaire. Devant nos procédés, tous se retirèrent et, détail navrant, jamais l'émigration n'a été aussi forte que depuis notre occupation.

Ajoutons aussi que nous n'avons rien fait au point de vue économique et que nous empêchons les gens du pays de s'occuper de grandes entreprises. Nous voulons tout exploiter nous-mêmes et, en attendant, en dehors de l'armée, des milliers d'agents vivent sur le Levant.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000043

M. de Jouvenel aurait pu retourner une situation très compromise. Il était encore temps. Par ignorance, par suffisance, par son absence complète des connaissances les plus élémentaires nécessaires à un haut fonctionnaire, par ambition mal comprise, en cédant à diverses directives « occultes », il a définitivement tout gâté.

La partie est perdue. M. Victor Bérard, sénateur, si bien renseigné, l'a signalé tout dernièrement. Certes, nos troupes, nombreuses, avec leur gros matériel, occuperont le pays, mais la conquête des âmes et des cœurs est impossible, et celle-là seule compte.

Souéida vient d'être reprise, ce qui était à prévoir, mais avec des pertes élevées, et un grand journal du matin a eu l'inconscience d'écrire :

« La prise de cet important point stratégique va per-
« mettre à nos vaillants soldats de procéder avec vigueur
« au « nettoyage » des montagnes du Djebel, derniers re-
« paires des bandits. »

Des bandits ! Ce mot appliqué à des patriotes justement exaspérés, est de trop. Il nous coûtera cher, hélas !

J'avais eu un moment d'espoir. Le 10 novembre 1925, je recevais la lettre ci-contre datée du 9 :

Monsieur,

J'avais lu et je viens de relire avec un très grand intérêt votre livre. Je serais très heureux de vous voir, si possible mardi à 3 h. 30.

(*Signé*) : JOUVENEL.

Je fus exact au rendez-vous et, une heure après, il était entendu que je partirais comme conseiller secret, chargé de toutes les affaires arabes. Je devais m'entendre avec l'ami de M. de Jouvenel, M. Mélia, pour la question financière de mon service.

Mon programme devait être suivi. Le voici :

Pour le Liban, application du Mandat dans sa stricte conception. Nous n'aurions plus que quelques conseil-

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000044

lers techniques, au choix des Libanais. La France aurait seule le droit de fournir les conseillers, d'entreprendre les travaux que les Libanais ne pourraient faire, de fournir les fonds nécessaires aux diverses entreprises minières, industrielles, agricoles ou commerciales. La France aurait des troupes de sûreté à Beyrouth et à Alexandrette. Tous nos agents et fonctionnaires, sauf les conseillers, seraient relevés dès leur remplacement par des Libanais qui, venus de leur pays même ou d'Egypte et d'autres colonies, étaient aptes à remplir ces fonctions.

Pour la Syrie, la France serait demeurée l'alliée; elle laissait au pays sa complète liberté, avec les mêmes prérogatives pour elle que ci-dessus.

Or, dès le 12 novembre, je ne fus plus reçu.

Tout était changé. Le premier mouvement, le bon, d'honnêteté, de M. de Jouvenel, avait été remplacé par des conceptions d'affaires, les seules qui comptent à notre époque dans ces milieux politiques et dirigeants. On se souciait peu des suites plus ou moins lointaines d'une main-mise complète sur le pays. D'ici là...!

Je voulais avoir auprès de moi un Libanais, à l'esprit très éclairé, que je connaissais, et une des plus hautes autorités du monde islamique. Naturellement, ne sachant rien, M. de Jouvenel ne pouvait comprendre les raisons de ces choix.

— Surtout, m'avait-il dit à la fin de notre entrevue, ne me faites pas de politique anti-anglaise!

— Contre personne, lui répondis-je ; mais, en devenant les amis et les alliés des Arabes, vous aurez une arme contre tous ceux qui veulent nous tenir.

Il fallait comprendre que faire de la politique française et cela seulement, c'était le salut de notre pays. Au lieu de suivre cette méthode, M. de Jouvenel alla à Londres, puis partit en Syrie, et nul n'ignore la belle campagne de presse qui l'accompagna. N'insistons pas.

J'ai appris par la suite que son entourage avait prétendu que j'aurais demandé pour moi seul un traitement d'un million de francs, et M. de Jouvenel l'a cru

ou a fait semblant de le croire. Il me l'a écrit le 16 mars dans une lettre pleine de morgue et parfaitement grossière, ce dont il a été vertement relevé.

Laissons de côté cette question personnelle, dont j'ai cru devoir parler pour éviter des racontars tendancieux.

La révolte, commencée dans le Djebel Druze, a gagné tout le pays. Malgré le nouvel accord d'Angora — une faute que j'avais prévenu M. de Jouvenel d'éviter — les bandes turques traversent la frontière. Cet accord ! conçoit-on, s'il n'y a pas d'intérêts louches en jeu, que l'on traite des questions de délimitation et d'autres quand on est acculé à une situation délicate par derrière ? C'est pourtant ce qu'avait déjà fait notre gouvernement en 1921, et il a répété son geste maladroit.

Les résultats seront plus graves qu'en 1921. Ajoutée à la conception erronée de créer une quantité d'Etats syriens autonomes — « divide ut regnes » — et soi-disant fort habile, notre nouvelle entente avec la Turquie permet de prévoir à bref délai le retour d'Alexandrette et de Alep, de qui elle dépend, sous l'autorité d'Angora. Le Ministre des Affaires étrangères a été avisé, dès janvier 1926, de cette situation inquiétante, à la suite de la déclaration d'autonomie. Il a pourtant laissé faire.

Quant à la révision des frontières qui enlève de nouveau à la Syrie de grands villages, la Société des Nations dira sur ce point le dernier mot.

Les Syriens ne demandaient qu'à s'entendre.

Voici leur « Appel au Peuple Français » du 13 mars 1926, dont on n'a pas parlé :

APPEL AU PEUPLE FRANÇAIS

Malgré notre désir d'avoir les meilleures relations avec le peuple français, nous sommes obligés de constater que les relations franco-syriennes se trouvent aujourd'hui dans une mauvaise impasse.

Différents systèmes de centralisation furent mis à l'épreuve. Après six années, ces travaux ont abouti au projet

d'établir les Etats-Unis de la Syrie, dotés chacun d'une constitution et d'un parlement, et dont la France resterait l'arbitre et la garante.

Or, au point de vue national, cette formule est inadmissible. Créer des états, dans ces conditions, signifie rechercher ce qui sépare et non ce qui unit des habitants.

La multiplicité des constitutions envisagées, des parlements, des fonctionnaires et des ambitions politiques, serait fatale au développement national. Des jalousies et des froissements d'amour propre entre différents gouvernements ne manqueraient pas de surgir, et les habitants jadis accoutumés à faire librement le commerce dans toute l'étendue de l'Empire Ottoman (un commerce aujourd'hui déjà entravé par maintes nouvelles frontières artificielles et par des monnaies différentes) se verraient, dans la Syrie même, encore une fois soumis à des différents règlements d'administration. Ce danger n'est nullement chimérique.

Puisque la création des états proposés ne relèverait pas de la volonté nationale mais de l'initiative de la puissance mandataire, les agents de celle-ci formeraient la seule classe dirigeante. Cette classe se rendrait indispensable et serait fatalement portée à en abuser. Ces agents rechercheraient tout ce qui séparerait leur domaine de celui des autres d'à côté au détriment du bien-être des contribuables.

Finalement, les états n'arriveraient jamais à s'entendre entre eux, sur la délégation mutuelle d'autorité nécessaire à la formation ultime d'un pouvoir central syrien. La France se verrait donc, à tout jamais, chargée des devoirs d'arbitre et de garant, et la Syrie ne deviendrait jamais un état national.

En un mot, la division du pays, l'établissement d'un gouvernement contre la volonté du peuple et le refus d'admettre les désiderata des Syriens, pour la réalisation de leur liberté, tout ceci a forcément eu pour résultat des sacrifices et des dépenses énormes de la part de la France, et un sacrifice non moins grand et presque une ruine pour la Syrie.

Désireux que les efforts des deux pays ne continuent pas à s'émousser et que les relations séculaires entre la France et la Syrie soient reprises sur une base nouvelle, nous exprimons notre ardent désir que la France, selon le vœu d'un précédent appel, *change le mandat en un traité.*

Nous avons la conviction que cette décision, une fois

envisagée, sera d'autant plus facile à prendre, qu'elle mènerait la France à rétablir son ancienne renommée d'amie de la liberté en Orient, où aucun intérêt ne la porte à chercher la colonisation et où toute son histoire l'appelle à faire rayonner son désintéressement.

Soueida, le 13 mars 1926.

Signé : Abdel Gaffar el-Attrache.

M. de Jouvenel voulait bien « causer », mais à condition que Syriens et Druses déposent les armes ! Les Arabes ne sont pas aussi simples. Jamais ils n'oublieront les viols répétés, les incendies, les pillages dont ils ont été victimes. Ils ne vivent plus que pour la vengeance et continueront la guerre de guérillas jusqu'au jour de la délivrance totale.

Il faut lire les déclarations formelles de M. W. O. E. Fielding-Jones, F. R. G. S., correspondant spécial de l' « Australian Sunday Times » (avril 1926), qui a rapporté les preuves photographiques et autres de la fausseté de tous les communiqués publiés en France. Ces déclarations venaient à l'appui des renseignements précis qui nous sont parvenus et que nous avons communiqués au Parlement, sans résultat naturellement.

Les Libanais ne sont pas plus satisfaits du nouveau Haut-Commissaire et voient avec surprise la création de nouveaux services, l'arrivée de nouveaux fonctionnaires, tandis qu'une censure impitoyable s'exerce sur leurs correspondances.

Voici la lettre qu'ils viennent d'adresser au Président du Conseil :

Monsieur le Président,

Le comité libanais de Paris, mû par un sentiment de profonde amitié pour la France et par un sentiment d'intérêt national, se permet de vous exposer le résultat de ses mûres réflexions sur l'état de guerre déplorable qui ne cesse de coûter à la France et à la Syrie des sacrifices inutiles.

Cette effusion de sang, de part et d'autre, a effectivement trop duré, le prestige de la France s'est amoindri ; la ruine de ces pays se consomme. La France et vous même, Monsieur le Président, comprendrez, devant ces faits, l'opportunité de notre démarche.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000048

Devant cette situation douloureusement critique et dont on ne peut prévoir la fin dans l'état actuel des choses, le comité libanais de Paris se fait un devoir de vous soumettre le moyen de mettre un terme à cette boucherie.

Minutieusement et mûrement étudiée par ce comité, la situation actuelle ne peut, à notre point de vue, avoir que deux issues salutaires et dont l'une et l'autre ont été également envisagées : celle où la France tiendrait à maintenir son mandat et celle où la France voudrait s'en dessaisir. Dans ce dernier cas, l'évacuation pure et simple laissera ces pays sous mandat libres de s'organiser ou de s'entre déchirer, mais la France aura mis un terme à l'effusion du sang français. Mais dans le cas où la France tiendrait à maintenir son mandat, la paix ne peut renaître que par une action à la fois juste et forte. Juste, en laissant à ces pays le libre choix d'une organisation nationale avec une collaboration vigilante qui n'aura d'autre souci que de les acheminer vers le but suprême pour lequel le mandat a été institué. Forte, en dotant ces pays d'une force militaire correspondant actuellement aux besoins de la pacificaion.

Si le gouvernement français veut s'inspirer, comme ce comité le souhaite, de l'intérêt mutuel de la France et de tous ces pays du Levant sous mandat sans plus gaspiller le sang français, syrien et libanais, qu'il se rappelle qu'un glorieux général a su, dans ces pays, se faire considérer, aimer, faire aimer la France, pacifier ces différents pays, travailler à les rendre prospères et amis les uns des autres. Le général Weygand a vraiment mérité de tous ces pays du Levant. Le comité libanais de Paris, sans autre considération que celle de l'intérêt de la France et de ces pays, hier encore prospères et aujourd'hui en ruines, sollicite ce choix pour présider à leurs destinées, pour leur rendre la paix et pour les doter de régimes qui concordent avec leurs vœux nationaux.

Dans l'espoir que vous voudrez, Monsieur le Président, prendre en considération notre démarche, qui n'a d'autre but que la conciliation et la paix, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments respectueusement dévoués.

Pour le Comité Libanais de Paris :

Le Président,

Docteur Aad.

La justice aura son heure. Malheureusement, la France, qui aurait besoin d'un appui sérieux dans le Levant, aura tout perdu.

Quant au Comité Syrio-Palestinien du Caire, il est pitoyable de voir un Haut-Commissaire le traiter comme il l'a fait. Ce Comité est composé d'intellectuels habitant depuis de longues années l'Egypte, et de patriotes éminents qui se sont réfugiés dans ce pays. Le 30 novembre, M. de Jouvenel arrive au Caire et a une entrevue avec ces Messieurs qui, quelques heures après, lui font parvenir leurs desiderata.

Un homme d'Etat aurait discuté et serait parvenu à une entente. Au lieu d'agir de la sorte, sans plus tarder, M. de Jouvenel brise tout et, dans un câblogramme envoyé aux quatre coins du monde, clâme son indignation. On avait osé ne pas obéir sans murmurer à ses ordres ou à ses volontés ! Louis XIV n'aurait pas mieux fait. La vie de centaines de nos soldats a été sacrifiée par les fantaisies de cet étrange diplomate.

Nous n'insisterons pas sur d'autres actes de polémiste visant certaines personnalités du Comité. Ce sont là des procéd´s mesquins et sans portée dont il est regrettable que la presse française se soit faite l'écho complaisant.

Le Quai d'Orsay aurait dû remettre les choses au point. N'a-t-il pas en mains les dépêches insensées de notre représentant là-bas ? Ne sent-il pas combien la prose et la pensée de ce haut personnage sont « comiques et désastreuses », ainsi que l'ont jugé et me l'ont écrit de hautes personnalités ? Quel lien ou quelle crainte lient-ils nos diplomates ?

A la dernière minute, (25 mai 1926), des nouvelles sensationnelles sont communiquées à la presse. On annonce que notre Haut Commissaire a accepté chacune des propositions du gouvernement nationaliste (?) en Syrie et que la République Libanaise est proclamée. D'où provient cette volte-face subite **dont il convient toutefois de connaître le tréfonds ?** Des remarques de la Société des Nations ? Ou, ce qui est plus probable,

de la gravité de la situation ? Si, en effet, Souéida a été prise, ce qui était facile vu sa position à l'entrée de la plaine, le Djebel Druse, immense, est demeuré inviolé. Les quelques villages avoisinants qui se sont soumis sont occupés par des Bédouins et les Druses ne s'y étaient installés que provisoirement. La révolte continue de plus en plus forte à Damas ; les bandes turques se multiplient au Nord ; enfin, le Liban lui-même est en effervescence.

Il fallait en finir ; mais est-ce réel ? Ou bien n'est-ce qu'une manœuvre pour traiter plus facilement avec l'Italie en lui cédant une Syrie « pacifiée », en échange de la naturalisation des cent mille Italiens de Tunis ? Est-ce au contraire une mise en scène pour masquer l'échec de la politique de M. de Jouvenel au moment de son retour ? Pour répondre, il faudra connaître les textes ainsi que les noms des membres de ces gouvernements qui ne sont peut-être que des hommes de paille.

D'ailleurs, nous recevons une confirmation de nos doutes. Une protestation a été envoyée à la Société des Nations contre le camouflage opéré par M. de Jouvenel. Il n'y a aucun gouvernement véritablement nationaliste.

L'Angleterre. — Le Foreign Office a, nous l'avons dit dans notre ouvrage, « La Révolte Arabe », cherché à pallier au mauvais effet de sa première période d'occupation en Irak, en instituant un royaume. En réalité, il en est le maître et le roi Feyçal s'incline devant ses volontés. Les représentants du pays qui veulent protester sont vite réduits à la raison.

C'est ainsi que la main-mise anglaise sur la Mésopotamie a été prorogée — contre tout droit — pour vingt ans, tandis que la liberté complète devait lui être octroyée en 1927. Mossoul vaut bien l'honneur...

La Grande-Bretagne joue là un jeu très dangereux. Les Mésopotamiens savent bien ce qu'ils veulent. Leur élite et leurs officiers ont été toujours l'âme de la révolte sous le joug turc et ils avaient su imposer leurs volontés à Constantinople.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000051

En Palestine, l'Angleterre marche d'accord avec les sionistes et a contre elle les musulmans et les chrétiens réunis, qui n'attendent qu'une occasion favorable pour se débarrasser des intrus.

Nous lisons à ce propos les nouvelles suivantes, publiées dans « Le Phœnix », revue de la renaissance orientale, paraissant au Caire sous la direction si éclairée de Mme V. de Saint-Point :

« Dernièrement s'est tenu, à Jérusalem, le Congrès des Musulmans de Palestine. Plus de quatre mille personnes y prirent part. Toutes les catégories de la population y étaient représentées... Les résolutions prises se résument comme suit :

La Nation est obligée de prodiguer ses efforts pour réaliser son indépendance dans la direction des affaires et se faire représenter constitutionnellement. Les Palestiniens doivent travailler dans la concorde. Ils doivent, en outre, combattre toute surveillance non musulmane sur le Conseil Musulman et ses Comités.

Le Congrès décide de suivre toutes les résolutions politiques adoptées par les Congrès Nationaux arabes-palestiniens, de protester contre les agissements des Français en Syrie et faire appel au monde musulman pour agir, afin de diminuer les fléaux qui sévissent partout, dans les pays musulmans. Un comité fut élu pour mettre à exécution les résolutions prises par le Congrès. Des milliers de dépêches arrivèrent de toutes parts, appuyant le Congrès et approuvant les résolutions adoptées.

— Les élections pour le suprême Conseil islamique ont été annulées par le gouvernement anglais de la Palestine.

— La Palestine traverse une crise politique très critique, grâce aux intrigues plus ou moins occultes qui agissent sous la surface d'apparence calme.

Le Sionisme, — qui était en 1914 dans la main de l'Allemagne, et qui a passé dans celle de l'Angleterre, — est, en lui-même, une fort belle idée ; mais son application est désastreuse. Il a voulu s'imposer et coloniser à son profit toute une contrée, sous la protection des baïonnettes étrangères. Si on le laisse faire, il s'érigera en royaume avec la Grande-Bretagne com-

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000052

me égide. Ce ne sera pas le royaume des Juifs ; ce sera un Etat de Juifs russes, polonais, lithuaniens.

Personnellement, nous avons voulu faire comprendre à ses dirigeants la fausse manœuvre qu'ils commandaient et le danger qui en résultait.

— En vous installant en Palestine, vous devenez un peuple oriental ; par conséquent, rapprochez-vous des vrais propriétaires du pays. Vous êtes riches, par votre organisation, par vos banques, par vos industriels installés dans le monde entier. Donnez tout le concours minier, agricole, industriel à tout le monde arabe et celui-ci comprendra que vous ne voulez pas faire bande à part, ni empiéter sur ses droits. Puis, pesez de toutes vos forces sur le gouvernement britannique pour que la Palestine jouisse de la plus grande liberté ; évitez de paraître des privilégiés. Alors, les Arabes, s'appuyant sur le Coran, pourront vous consentir des avantages qui vous mettront à l'abri de toutes évictions.

A Londres, le Conseil Directeur a repoussé dédaigneusement ces suggestions et a continué de plus en plus forte sa campagne de domination sur le pays.

On ne lutte pas contre sa destinée.

Dans le territoire situé tout à côté, la Transjourdanie, le roi Abdullah, un des fils de l'ex-roi Hussein, est menacé par Ibn Séoud, le Sultan du Nedjed, souverain incontesté de toute l'Arabie centrale et du Hedjaz. Il ne semble pas que les Anglais se sentent le courage de lutter en faveur de leur protégé. Ils essaient de lier des rapports amicaux avec Ibn Séoud qui, prudent, impénétrable, attend son heure.

VIII

L'ISLAM ET SES ADVERSAIRES

Depuis plus de treize cents ans, les Terres d'Islam sont demeurées entre les mains des disciples de Mahomet. Le royaume chrétien de Jérusalem ne fut qu'un épisode passager. Or, ces terres inviolées sont actuellement occupées en partie par des étrangers, catholiques, protestants et juifs. D'où, chez tous les Musulmans de la terre — ils sont plus de quatre cents millions — une effervescence qui se traduit par une hostilité de plus en plus visible chaque jour.

Le monde arabe, si brillant jadis et qui a répandu chez les peuples d'Occident la civilisation, les arts, les sciences, qui leur ont permis de se développer et devenir ce que nous les voyons aujourd'hui, ce monde arabe, si abaissé par les Turcs qui sont toujours demeurés des barbares et n'ont pas compris leur véritable intérêt, qui était de développer les richesses de ces contrées, s'est réveillé depuis 1860. Une renaissance s'est remarquée chez lui, ardente, rapide. La langue arabe, interdite, a été admise officiellement par les Turcs. Les merveilleux progrès accomplis dans les deux mondes par les colonies arabes, et tout spécialement en Egypte, ont permis à son élite de juger la possibilité de se gouverner eux-mêmes.

Universitäts- und Landesbibliothek Halle Zweigbibliothek Vorderer Orient

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000054

Tandis qu'ils formaient un bloc dans l'empire turc, les Arabes, après la guerre, pour prix de leurs services, se sont vu asservir, et leurs territoires ont été partagés entre leurs alliés de la veille. Pourquoi ? Ils voulaient collaborer avec l'Europe. Le Dr Insabato, dans son Introduction, disait bien :

« La tolérance et l'universalité, c'est-à-dire la générosité intellectuelle et la charité de l'esprit, ces deux principales qualités de l'Islam, permettent à un peuple et à une civilisation d'atteindre la plus élevée et la meilleure des formes sociales. Or, ce qui lui manque aujourd'hui pour évoluer, c'est l'appui sincère d'une nation européenne servant d'anneau, de trait d'union, et l'amenant à jouir des bénéfices de la civilisation européenne, sans qu'il redoute, derrière les belles paroles de progrès, de perfectionnement, de liberté, de fraternité, l'esclavage politique et économique qui s'y cache. »

Cette nation, l'Islam ne l'a pas rencontrée, et cependant il ne redoutait pas d'être en contact constant avec l'Occident. Le souvenir des Croisades ne le hantait plus, ces Croisades qui furent une surprise pour tous les Mahométans. Ils avaient un profond respect pour la Vierge Marie et pour Jésus-Christ ; ils connaissaient une religion chrétienne, toute de charité, et leur étonnement fut grand de voir à sa place des conquérants. Aujourd'hui, l'histoire recommence.

Avant d'aller plus loin, qu'il me soit permis, afin de n'être pas accusé de parti-pris, de parler encore de moi-même. Catholique, j'admets toutes les idées, toutes les opinions, toutes les religions, à condition qu'elles ne fassent pas de tort à ma patrie.

Ayant voyagé à travers le monde pendant de longues années, j'ai pu me rendre compte qu'il n'y a pas de religion supérieure à une autre. Les principales : le christianisme, l'islamisme, le bouddhisme, le brahmanisme, ont chacune des centaines de millions d'adeptes. Elles peuvent vivre côte à côte sans se heurter. En Chine et en Indo-Chine, il n'y eut de massacres que le jour où les missionnaires de toutes confessions voulu-

rent sortir de leur rôle confessionnel et s'ériger en pouvoir supérieur devant les autorités légales. J'en ai les preuves.

Je n'ai aucun désir d'être désagréable à une conviction religieuse quelconque ni à notre clergé séculier qui n'est pas en cause; mais, il est de mon devoir, dans la dangereuse partie qui se joue actuellement, d'examiner la politique de chacun, d'en scruter les causes et d'en juger les inconvénients.

Le Saint-Siège a des directives immuables et, malgré tous les obstacles, veut arriver à ses fins. Ce qu'il avait commencé du temps des Croisades, il entend le terminer aujourd'hui. Il s'est donc servi de tous les éléments de persuasion et de pression qu'il possède. Grâce à son clergé régulier, fort à craindre dans tous les Etats parce que les ordres auxquels il appartient ont leur siège à Rome et ont des chefs étrangers, il pénètre tous les secrets et peut actionner bien des fils. Il tient ainsi des personnalités les plus haut placées par des menaces de révélations délicates, par des questions d'intérêt privé, par des retraits ou des promesses d'appuis politiques, etc. On a vu, entre autres, son action au Congrès colonial de Marseille pendant la guerre et à Beyrouth depuis 1919. Si on ne connaissait pas ce dessous de cartes fâcheux on ne comprendrait pas l'attitude de nos ministres successifs et de nos parlementaires agissant contre les intérêts les plus évidents de la France.

L'Islam ne se doutait guère, au début, qu'il était visé dans sa liberté, dans son essence même.

Il en eut la perception lors de l'occupation de ses territoires sacrés et à propos des pélerinages. Ceux-ci ne sont déjà plus libres. Pour des motifs divers, les « Motaouafina », sortes de « pisteurs » qui voyagent au loin, dans les différents pays, pour attirer les pèlerins en leur aplanissant les difficultés de la route, sont arrêtés dans leur œuvre sainte. Puis, soit à Singapore, à Calcutta, à Suez, à Beyrouth, et même au départ de leur patrie, les futurs Hadji sont soumis à des

tracasseries de passeports et à des arrêts définitifs. Une ligue paraît s'être constituée autour de l'Islam.

La Mecque et Médine furent même menacées. Aussi, devant certaines concessions du premier souverain du Hedjaz, le véritable parti national arabe, constitué en pleine Arabie centrale, au Nedjed, a-t-il réagi fortement, et Ibn Séoud est devenu le roi du Hedjaz.

Le panislamisme, qui n'existait pas avant 1910, puisque le monde musulman refusa au Sultan Khalife de Constantinople de se joindre à lui pour la guerre sainte, la « Djihad », s'est réveillé. Il s'accentue chaque jour devant le danger actuel. Le panarabisme oriental, inconnu également hier, lui apporte son puissant appui.

Or, dès 1917, alors qu'il n'y avait, nous le répétons, ni panislamisme, ni panarabisme, ces deux termes étaient mis en avant par des personnes de tous les milieux, au même titre que la peste et le choléra.

On parlait ainsi d'un péril imaginaire pour mieux guider l'opinion vers les buts qu'on se proposait d'atteindre. Cette accusation fut lancée à nous-même, à cette époque, pour nous retirer la rubrique « Politique étrangère » dans une revue. Qui donc avait intérêt à propager ces fausses nouvelles, destinées à susciter toutes les difficultés possibles aux Arabes et à l'Islam ?

Nous assistons en ce moment aux prodrômes d'une épouvantable guerre de religion.

L'Islam, attaqué, prend ses appuis partout où il le peut, et il est certain qu'il ne se laissera pas abattre. Le bouddhisme, se sentant menacé à son tour, lui prête son aide, et c'est une des raisons profondes du mouvement qui secoue la Chine et l'Indo-Chine. L'Asie et l'Afrique font cause commune.

On eut la sensation, dans les débats parlementaires du 20 décembre, que certains députés pressentaient la vérité ; mais, pas assez documentés, ils n'embrassaient pas la question dans toute son ampleur et ne voyaient pas les conséquences de l'habile manœuvre du Vatican et des dirigeants du protestantisme et du sionisme.

Ils parlaient de cléricalisme et de libre-pensée, c'est-

à-dire reprenaient les mêmes thèmes, cent fois ressassés, qui avaient causé tant de mal à la France. Ils étaient à côté de la question. Il s'agissait de la lutte contre l'Islam.

De même, nos plus érudits écrivains et journalistes ne s'apercevaient pas de la faute qu'ils commettaient et de leur illusion en écrivant, dès 1920 :

« Occupons la Syrie, prenons Damas. La possession de cette ville, une des villes saintes de l'Islam, assurera notre influence définitive sur tous les Musulmans. »

C'est le contraire qui se produisit. Ceux qui s'exprimaient ainsi étaient-ils de bonne foi et n'étaient-ils pas au contraire les agents conscients des forces occultes dont nous voulons parler, ainsi que des milieux financiers, coloniaux et politiques ? S'ils avaient eu plus de clairvoyance et de connaissances, ils auraient compris qu'on ne doit pas toucher à La Mecque, à Médine, à Jérusalem, à Damas, pas plus qu'aux autres Terres d'Islam.

Mais Rome d'une part, les Presbytériens, les Méthodistes, les Anglicans et les Sionistes d'autre part, voutaient, les uns avoir leur revanche séculaire, les autres asseoir leur domination.

Le plus curieux, c'est que Libanais et Syriens chrétiens sont demeurés en dehors de cette intrigue. Le Libanais maronite est un patriote qui aime la France, mais déteste sa manière d'opérer. Le Syrien, à quelque religion ou confession qu'il appartienne, veut sa liberté. Quelle preuve plus grande peut-on en donner qu'en examinant la composition du Comité Syrio-Palestinien du Caire dont certains chefs sont des chrétiens du rite orthodoxe ?

En Syrie même, les orthodoxes russes, clergé en tête, prennent en secret position contre les menées de Rome et font cause commune avec les révoltés arabes. Ils ne veulent pas être éliminés, sort qui les attend si le catholicisme l'emporte. C'est donc de l'extérieur que vient le danger.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000058

Rome est insatiable ; mais elle a mal compris son intérêt, car l'Islam, nous l'avons dit, ne lui a jamais été hostile. Elle a donc eu tort d'empêcher la réalisation d'un programme qui permettait à la France de reconstituer l'empire arabe et de s'en faire un allié puissant. Elle n'avait, il est vrai, aucun désir d'être agréable à notre pays ; elle n'est pas française.

Rome s'est prise à son propre piège. Elle se faisait, autrefois, une raison de voir les Lieux Saints sous la domination des Musulmans fort justes envers toutes les sectes religieuses, et elle ne peut supporter que la Palestine n'ait été, tout au moins, neutralisée. Au contraire, Anglicans, Méthodistes et Sionistes, soutenus par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, en ont pris possession. C'est le pire des sacrilèges, à ses yeux.

Les compétiteurs se disputent maintenant entre eux et sont prêts à en venir aux mains.

Nous verrons tout à l'heure quel enchevêtrement d'intérêts, d'intrigues religieuses ou autres, d'ambitions, rend extrêmement difficile la solution pacifique de ce redoutable problème. On s'aperçevra trop tard de la faute commise et de l'aveuglement ou de la sottise des gouvernants notoires de toutes les nations.

Tout ce travail d'encerclement de l'Islam, puis d'asservissement, ne s'est pas fait en un jour. Il a été longuement prémédité, savamment préparé et vivement soutenu.

Les pays musulmans ont été peu à peu occupés par l'Occident. Les guerres successives contre la Turquie où régnait le Khalife, ont été, sous des prétextes divers, des guerres de religion. On reculait le domaine de l'Islam. Morcelé en colonies ou protectorats, il était moins à craindre et plus facilement maîtrisé, mille intrigues et des questions d'intérêt personnel pouvant diviser les habitants. Le coup de grâce fut donné après la guerre, dans le Levant.

Ce n'était pas suffisant. Il y avait une unité islamique ; il fallait la détruire. Certaines personnalités, comme Si Khaddour Ben Ghabrit, du Maroc, comblé par nous d'honneurs, de titres et de croix, n'a pas craint

d'avancer que l'on pouvait sans scrupules nommer autant de Khalifes que l'on voudrait, et il s'est trouvé des diplomates pour le croire ou, parce que cette opinion cadrait avec leurs intentions, pour sembler le croire. Cette hérésie fut admise, avec d'autant plus de facilité que la mesure proposée permettait d'éviter le péril panislamique, de provoquer des schismes et d'aider l'œuvre des missionnaires.

La construction d'une Mosquée à Paris parut être la suprême habileté, pour nous, afin de conquérir l'âme de nos protégés ou sujets musulmans ; mais le fait de la faire inaugurer par le Sultan du Maroc détruit tout l'effet qu'on en espérait, car il est considéré comme un prince ne jouissant pas de sa liberté.

L'Italie a agi avec une semblable désinvolture en Libie et en Cyrénaïque. En mars 1924, elle avait décidé de faire prononcer la **Khatba** du vendredi dans les mosquées, au nom du roi Victor Emmanuel III.

Les ulémas d'El-Azhar s'indignèrent. Le cadi de Benghazi leur répondit que les ulémas de Cyrénaïque avaient agi de la sorte pour récompenser l'Italie du respect qu'elle avait pour la religion musulmane « et que l'on ne trouve chez aucun autre Etat dans le monde entier ».

Quelle manœuvre habile! C'est le « Je t'embrasse pour mieux t'étouffer ».

L'Islam a relevé le gant. On a dit et répété, depuis que le Khalife de Constantinople a été déposé, que l'Islam est dans un état de complète anarchie et est dans l'impossibilité de se ressaisir. Devant le danger imminent, chacun fera son devoir, et si le Congrès du Khalifat de 1926 n'a pas donné de résultat, c'est à cause du choix de son siège, au Caire, où des intrigues étrangères se sont trop manifestées.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000060

IX

LES PUISSANCES EN PRESENCE

C'est le plus fameux jeu de puzzle qui se présente à nos yeux en Asie-Mineure, et nous craignons bien qu'il sera impossible d'en reconstituer les éléments, à moins d'un effort — vers la bonne foi, la sagesse et l'honnêteté — dont l'Europe nous paraît incapable. Un vent de folie souffle sur toutes les grandes nations, précurseur d'une plus formidable tempête qu'en 1914. La Société des Nations, jouet entre les mains des puissants, sera inapte à ramener la tranquillité ; elle-même disparaîtra. N'est-elle pas déjà gravement atteinte après sa dernière session ?

Quels que soient les engagements solennels pris à la face du monde, certaines lois impérieuses dominent et domineront toujours l'humanité entière :

L'instinct de la préservation incite les peuples faibles à se grouper pour se défendre ;

La nécessité de pourvoir à ses besoins essentiels — commerciaux, industriels, agricoles — pousse les nations à rechercher les débouchés indispensables, c'est-à-dire à être les maîtres de territoires susceptibles de les absorber et de les produire, et à détruire ceux du voisin ;

La phlétore d'individus dans un pays détermine les expansions coloniales et les conquêtes ;

L'ambition des dirigeants de certaines nations rompt tout équilibre ;

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000061

Les haines de races et de religions, les conceptions souvent injustes d'une supériorité ethnique amènent des catastrophes.

On peut entourer ces rigoureux principes de toutes les plus belles fleurs de rhétorique ; on ne changera rien à leur caractère véridique. Le **struggle for life** sera de tous les temps, impérieux et inéluctable.

Cependant, quand on ne se nourrit pas d'illusion sur les mobiles vrais qui agitent le monde, et quand on ne s'efforce pas de leurrer son voisin, on peut rechercher les remèdes propres à enrayer le mal. L'exposé de la vérité est seul capable de le faire.

Examinons en conséquence la situation de chaque peuple et scrutons les raisons de son attitude présente et future.

L'ANGLETERRE a toujours voulu être seule en Orient et n'a accepté un partage avec la France que contrainte par des engagements antérieurs. N'ayant pas réussi à nous jeter contre les Turcs en 1921, elle a recherché des auxiliaires et a trouvé les Grecs. Ces derniers, battus, le Foreign Office a patienté quelques mois ; mais la question de Mossoul est devenue aiguë. Il fallait s'assurer d'un porte-épées et elle songea à l'Italie. Celle-ci, bien traitée dans la question des dettes, réconfortée par la cession de l'oasis de Djaraboub — imposée à l'Egypte par la Grande-Bretagne — devait jouer un rôle utile dans le conflit prévu avec la Turquie.

Les dernières manifestations italiennes ont refroidi l'enthousiasme anglais. Londres, qui n'est pas à une concession — provisoire — près, a offert à Mustapha Kémal :

1° Rectification de la frontière de Mossoul dans la mesure où les limites naturelles et stratégiques le permettent ;

2° Octroi à la Turquie d'un certain pourcentage des actions d'une compagnie qui doit être créée spécialement pour l'exploitation du pétrole de Mossoul ;

3° Octroi au gouvernement d'Angora d'un emprunt de 20 millions sterling ;

4° Conclusion d'un pacte de neutralité entre la Turquie

et la Grande-Bretagne (cette dernière en qualité de puissance exerçant un mandat sur la Mésopotamie) similaire au pacte signé par les Français avec les Turcs pour la Syrie.

De cette façon, l'Angleterre peut faire face à tout autra danger ; elle est couverte... momentanément sur un point délicat, éloigné et peu sûr. Elle ne risque pas d'être prise entre deux feux. C'est la politique du « plus pressé ». Elle a le temps d'étudier les problèmes arabes et palestiniens, de changer ses méthodes, d'asseoir solidement le Sionisme, de protéger ses protestants, et de surveiller l'Italie.

L'Italie a trop d'habitants et pas de colonies de peuplement et de rendement en matières premières. Elle veut s'étendre à tout prix, aux dépens de n'importe quel voisin. Sa politique découle de celle de Machiavel. Après avoir prouvé à la S.D.N. qu'elle était une grande nation qui entendait **fara da se**, témoin l'affaire de Corfou, elle a montré les dents à l'Allemagne, est restée en coquetterie avec l'U.R.S.S., en retardant jusqu'ici la ratification du traité relatif à l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie, a fait un gracieux sourire à l'Angleterre au moment du règlement des dettes et s'est mise en mesure d'aiguiser son appétit sur la côte des Somalis, avant de s'attaquer à un plus gros morceau, l'Abyssinie, de concert avec les Anglais. C'est un pays libre, le seul royaume chrétien de l'Afrique. Qu'importe ! La place est au plus fort.

Ce ne sont là que les hors-d'œuvre et entrées d'un plantureux repas. L'**Impera** du 20 mars 1926 l'a indiqué clairement :

« Il nous faut de l'air pour respirer, de la terre pour nous étendre, du charbon et du pétrole pour nous chauffer, nous et nos machines, des horizons et des flots pour l'héroïsme et pour la poésie. De notre race émane aujourd'hui tant de puissance physique que son droit de se répandre à travers le monde est indiscutable, comme le droit des torrents à se précipiter vers la mer. »

Mussolini a déclaré à un correspondant de l'**Eclair** :

« Rien ne doit séparer la France de l'Italie : rien ne doit nous dresser contre vous. Nous pouvons si facilement nous entendre ! Vous serait-il malaisé, par exemple, de nous témoigner votre amitié en changeant le ridicule renouvellement trimestriel de nos conventions tunisiennes en un renouvellement annuel, ou même plus espacé encore? Croyez que des entretiens sérieux sur ce sujet me trouveraient, de mon côté, tout prêt à vous être agréable. *Vous avez tant de monnaie d'échange.* De la Tunisie au Proche-Orient, nous avons bien des sujets de conversation. La Syrie vous intéresse-t-elle donc au point que vous ne puissiez reconnaître notre prépondérance commerciale sur les côtes d'Asie Mineure et jusque dans les ports lointains de la Mer Noire? Causons donc, puisque nous pouvons causer en amis »

Que dira l'Angleterre si nous prêtons l'oreille à ces suggestions orientales ?

Ce n'est pas tout. Copiant la méthode anglaise, le Duce s'est préoccupé des aides nécessaires. Usant de son influence sur le général Pangalos, dictateur et président de la République Hellénique, il a signé avec lui un pacte contre la Turquie. Tandis que l'armée italienne pénètrerait en Cilicie, les Grecs marcheraient sur Constantinople par la Thrace.

Reste la raison cachée des mouvements préparatoires de notre sœur latine. Comme l'écrivait justement un de nos confrères :

« Même les forces spirituelles du pays concourent maintenant à la puissance du fascisme. L'Eglise a été gagnée par l'attitude du dictateur envers la maçonnerie — officiellement dissoute — et par ce soin habile qu'il a de temps à autre de vanter à ses soldats les bienfaits de la religion de leurs pères. Les jésuites, qui ont récupéré leurs palais de Rome ; les franciscains, auxquels on restitue leur couvent d'Assise ; d'autres encore, sont devenus de puissants alliés du dictateur. Evidemment, avec le Vatican, les choses n'ont point été aussi simples. Le pape ne s'est point laissé persuader de régler par un petit compromis la question romaine. Il aurait risqué gros en renonçant à son

prestigieux exil, pour redevenir une sorte d'évêque de Rome. De son côté, le cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat, pardonne mal aux fascistes certaines attaques. Mais l'ensemble des forces catholiques, à peu d'exceptions près, est avec le régime. »

De tout temps, d'ailleurs, quelles qu'aient été les divisions entre le Quirinal et le Vatican, celui-ci a trouvé toujours plus commode de faire les affaires de l'Italie avant celles de la France ou de tout autre pays.

« Il se peut même, disait le général Jung dans son livre: « *France et Rome* » (1) que, reprenant les idées de Constantin, de Charlemagne et de Napoléon, le pape mette à la disposition de son allié italien les moyens d'action que l'infaillibilité, les congrégations, les ordres, etc., ont placés dans ses mains... Que diront alors nos naïfs ultramontains français, quand ils verront appliquer à l'Italie même le système de substitution si bien employé à notre détriment en Orient par la Curie Romaine ? »

Ces lignes, nous le répétons, ont été écrites en 1874 ; on les croirait d'hier.

Aujourd'hui, la papauté a besoin d'un glaive pour soutenir sa politique, ses visées et ce qu'elle croit être ses droits. Pour lutter contre le protestantisme et le sionisme, pour asservir le monde musulman, il faut des soldats. Le **Duce** devient l'agent de Rome.

Le sera-t-il **jusqu'au bout ?** Ceci, c'est une autre question et il nous est impossible de pénétrer l'esprit du dictateur italien. Il est probable que Mussolini usera ensuite d'une autre tactique vis-à-vis de l'Islam et cherchera à devenir son protecteur. Il se servira de tout le monde et ne suivra que ses propres idées. Toutefois, sa politique en Cyrénaïque lui a aliéné les musulmans.

La Grèce, après les désastres d'Anatolie, s'est ressaisie. Bien qu'elle ait été entraînée par l'Angleterre dans cette expédition malheureuse, c'est la France qu'elle

(1) 1 vol. Charpentier et Cie, éditeurs, 1874.

hait pour n'avoir pas envoyé des troupes de soutien et pour avoir conclu le pacte d'Angora en 1921 ; car Londres a eu l'habileté de payer à tous ses protégés et même à d'autres les indemnités qu'aurait dû leur verser la Turquie. Il en est résulté que maintenant l'Angleterre, l'Allemagne et l'Amérique du Nord sont les plus importants clients et fournisseurs de la Grèce, ceci à nos dépens.

Vivement sollicité d'abord par la Grande-Bretagne de se préparer à intervenir en Orient, le gouvernement hellénique s'est laissé ensuite convaincre par l'Italie qui lui a ouvert un fort crédit et lui fournit l'armement nécessaire. Afin d'avoir les mains libres, il vient de licencier, sans délai, la mission militaire française et la mission navale anglaise. Il ne pouvait demeurer dans le **statu quo**. En effet, des millions de Rayas, agriculteurs, commerçants, industriels, banquiers, intellectuels, médecins, professeurs, artistes, échappés aux massacres d'Anatolie, se sont installés en Macédoine, en Attique, dans le Péloponèse et peu à peu ont repris leurs affaires. Ils procurent à leur mère-patrie des avantages économiques inestimables, lui assurent une prospérité nouvelle et lui donnent la facilité de redevenir, comme dans l'antiquité, une nation opulente et forte.

Ces rayas n'oublient cependant pas leur terre d'origine d'où ils ont été ignominieusement chassés ; ils ne se consolent pas du massacre de leurs parents, de leurs femmes et de leurs enfants. Ils ont sur le cœur la perte de leurs biens. Malgré la réussite de leurs nouvelles entreprises dans le pays qui les a recueillis, et bien que ce pays soit, pour la grande majorité d'entre eux, celui de leurs ancêtres, ils aspirent à retourner en Asie-Mineure. C'est humain.

Ils pèsent en conséquence sur leur gouvernement pour qu'au plus prochain jour celui-ci, avec l'appui d'une puissance quelconque, lance ses troupes vers Constantinople et Smyrne. Le royaume grec d'Orient, l'empire byzantin, sera reconstitué.

Entre parenthèses, si ce rêve devenait une réalité, si les ambitions de chacun ne rencontraient aucun obsta-

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000066

cle, nous aurions donc bientôt un grand empire romain, celui de Byzance, le royaume d'Israël, sans compter les autres puissances.

La Grèce, grecque-orthodoxe comme rite, serait naturellement trop heureuse d'infliger une sanglante défaite à l'Islam et de contribuer à son abaissement.

L'ALLEMAGNE. Nous en avons déjà longuement parlé au début de cette étude. Elle n'a qu'une pensée, reprendre en sous-mains son œuvre interrompue. Attentive aux moindres mouvements d'opinion, elle cherche à profiter de toutes les fautes de ses adversaires, se sentant aujourd'hui très forte, militairement parlant, grâce à Von Seeck. Si elle ne déclanche pas de suite la guerre, c'est que la fissure qui sépare déjà ses anciens adversaires n'est pas encore assez accentuée et pourrait se refermer.

L'Allemagne est redevenue l'amie de la Turquie à qui elle donne des armes.

En coquetterie avec la Russie, elle vient de signer avec elle un pacte, complément de celui de Rapallo, qui lui permet d'assister en spectatrice à tous les événements et de n'intervenir qu'à son heure, en arbitre souverain.

Elle sera de nouveau la protectrice de l'Islam comme du Bouddhisme, comme de tout ce que l'on voudra, pourvu qu'elle domine le monde. Elle ne pense qu'à elle seule, et c'est assez. Il lui faut des colonies, de peuplement et autres, de l'espace.

LA RUSSIE. L'U.R.S.S. est entre les mains de maîtres révolutionnaires qui sont loin d'en avoir fait un paradis. Son émanation, ou plutôt sa doublure, la IIIe Internationale, a pour mission d'entretenir une agitation constante dans tous les pays, d'envenimer toutes les questions et d'attiser les haines que la politique maladroite de domination de l'Occident a suscitées sur tous les points du globe.

En même temps, ses directeurs ont repris la politique tzariste dans tous ses moindres détails. Ils laissent provisoirement Constantinople à la Turquie, parce qu'ils doivent ménager Mustapha Kémal et son

peuple musulman, mais ils n'admettront jamais que la Grèce occupe cette ville et les Détroits.

Rassurée par les traités de neutralité avec les Etats Baltes et par le récent pacte avec l'Allemagne, chaque jour plus puissamment outillée grâce aux ingénieurs et spécialistes allemands installés depuis 1921 dans ses usines d'armement et dans ses arsenaux, en possession d'une armée très forte, à cheval sur tout le continent asiatique et sur l'Europe, la Russie est prête à toute action.

Acculée à la faillite monétaire, voyant son tchervonetz diminuer chaque jour de valeur, elle ne veut pas sombrer et retomber sous la dépendance des puissances financières mondiales. Elle est en conséquence déterminée à déchaîner une conflagration générale pour sortir de cette position difficile ou pour entraîner le monde entier dans sa chute.

Dans le conflit religieux actuel, elle tient à dire son mot. Comme puissance musulmane et orthodoxe, elle ne permettra pas que la situation actuelle en Terres d'Islam et à Jérusalem devienne définitive. Son intervention est donc prévue.

La Turquie. Mustapha Kémal, qui paraissait se trouver dans une position difficile entre la Grande-Bretagne, la Grèce et l'Italie, se voit aujourd'hui débarrassé d'un grand souci par le contrat qu'il va signer avec Londres. Il n'aura donc plus qu'à faire face à l'ouest et à attendre l'attaque. Il a pris ses précautions et a donné des ordres de mobilisation.

Du côté de la Syrie, si la France bouge et ne tient pas ses engagements (que lui-même viole déjà en envoyant des bandes armées au delà de la frontière syrienne), il n'a qu'à faire paraitre quelques bataillons et tout le pays suivra ses étendards.

Habile diplomate, il a, depuis octobre, signé avec la Bulgarie un traité d'amitié auquel est annexé un protocole. C'est une menace sur le flanc grec. Il a pris les mêmes précautions avec la Perse.

Avec la Hongrie, il est en excellents termes, et il est à peu près certain que la Yougoslavie ne bougera

pas, non seulement parce qu'elle contient une population musulmane importante, mais aussi parce qu'elle sera heureuse de voir s'effondrer les ambitions démesurées de l'Italie et s'abaisser sa superbe, ainsi que celle de la Grèce, voisin trop remuant.

Les Etats-Unis. Bien que soi-disant détachée des questions d'Europe et d'Asie-Mineure, l'Amérique du Nord suit attentivement les événements et entend dire son mot. Elle y est intéressée à plus d'un titre, politique et économique. Les 250.000 Arabes qui résident chez elle sont une force — électorale — qui n'est pas à dédaigner. Ses relations d'affaires avec la Grèce la mettent en contact perpétuel avec l'Orient. La question des pétrole la préoccupe vivement et elle ne veut pas être écartée des possibilités de participation dans les exploitations futures.

C'est pourquoi nous l'avons vue intervenir au début de la révolte syrienne. Toutefois, son refus de recevoir le Mandat Arménien et la dispersion de presque tout ce peuple lui ont causé un grave préjudice moral, une partie de ces Arméniens résidant actuellement en Syrie.

Au-dessus de tous ces éléments d'intervention diplomatique se place la question religieuse.

Les Etats-Unis ont contribué plus que tous autres et contribuent chaque jour à l'alimentation du « fonds sioniste ». Ils suivent avec ardeur les progrès accomplis en Palestine et soutiennent toutes les idées, tous les espoirs des Sionistes. L'illégalité des revendications territoriales de ces derniers ne les touche pas. L'atteinte aux droits des Arabes ne les émeut guère. Ils sont impérialistes dans le sang. Le clergé chrétien dit son mot également et, l'année dernière, cent dix évêques américains ont demandé au Sénat de Washington d'annuler le traité conclu avec la Turquie, sous prétexte qu'un million de personnes ont été victimes d'atrocités commises en Turquie et que de nombreux chrétiens sont encore maltraités.

La France. Diminuée comme prestige, trahie par ses anciens alliés et associés, la France est seule au

milieu de ces compétitions. Sans aucune méthode de gouvernement, sans aucune suite dans ses idées, subissant toutes les influences contraires à ses principes, n'ayant aucun point d'appui même à l'intérieur, parce que ses directeurs n'ont jamais dit la vérité, elle voit son domaine extérieur convoité par tout le monde. Elle glisse sur une pente fatale.

Ses accords avec Angora ne lui rapportent que des déboires, de la part des nations voisines et du co-signataire. Ses contrats avec l'Angleterre ont diminué sa part d'influence. Son attitude en Terres d'Islam lui a aliéné les Tunisiens et les Marocains, et peut-être même un très grand nombre de ses sujets de l'Afrique Occidentale et de l'Algérie. De là proviennent ces agitations plus ou moins sourdes qui se produisent dans tous ses territtoires où se trouvent des musulmans. Il n'en faut pas chercher la cause ailleurs. Toutes les fautes se payent.

Cependant, plus que toute autre puissance musulmane, elle aurait dû prendre garde à tous ses gestes. Elle a, en effet, cinquante millions de musulmans dans ses possessions, parlant tous uniquement l'arabe, donc susceptibles de recevoir toutes les influences du monde arabe et islamique, sans être contrariés par d'autres questions d'atavisme et de langues.

Pour parfaire son œuvre, la France a lancé l'idée de mettre sur le trône de Syrie un prince tunisien de la famille du Bey actuel ! On ne serait pas plus maladroit. Il avait déjà été question de l'ex-Khédive, l'ami des Allemands !

L'Arabie Centrale. Le cœur de la Nation arabe réside dans le Nedjed. C'est là que, sous l'impulsion d'un homme d'une haute intelligence qui avait beaucoup voyagé, Mohamed-Ebn-Abdel-Wahab, se constitua un émirat nationaliste arabe. La doctrine religieuse, très sévère, n'était que la façade du mouvement national. La dynastie des Séoud fut fondée à cette époque.

Aujourd'hui, les Wahabites ont beaucoup évolué et sont moins intransigeants au point de vue religion ; mais ils constituent la force centrale destinée à aider

à la reconstitution de l'empire arabe, ou tout au moins à la formation d'une Confédération arabe dans le Levant. Ouvert à tous les progrès, diplomate avisé, observateur sagace, le Sultan actuel devient le Maître de l'Heure. Il a su grouper autour de lui une grande partie des officiers arabes de l'ancienne armée turque et a sous ses ordres une force qui augmente chaque jour. Il cherche de plus à fixer les nomades, à les attacher au sol, comme leurs frères de race du Shomer, du Kasim, de l'Ared. Il a accepté que des représentants de la France et de l'Angleterre résident à Riad et il a lui-même des envoyés à Beyrouth, à Damas et au Caire. Nul doute qu'il en ait bientôt ou en maintienne d'autres, maintenant qu'il est roi du Hedjaz, dans de grandes capitales européennes.

Son empire est vaste, mais ses ambitions sont mesurées et sages. Il sait attendre ; mais il veut que les Arabes soient indépendants. Il surveille l'Irak, la Syrie, la Transjourdanie et la Palestine, et, par La Mecque et Médine, a des relations continuelles avec tous les musulmans du globe.

La nation, qui saura faire de lui un ami en prouvant ses intentions pacifiques, n'aura pas à se plaindre ; car, en dehors de l'appui moral et religieux qu'il pourra donner, il faut compter sur l'exploitation de tout ce centre arabique, peu connu, mais riche. Le plateau central de la péninsule recèle de grandes surprises.

Ibn Séoud n'est inféodé à aucune politique extérieure; il ne subit aucune influence. Il est Arabe, de pure et noble race. C'est un grand chef. Il a fait sienne cette pensée donnée par le grand journal **Al Mokattam**, du Caire, le 2 avril 1926 :

« Les Orientaux ne cherchent ni la guerre ni l'inimitié. Leur seul but est d'obtenir la justice qui leur a été refusée depuis trop longtemps, et un droit que les Occidentaux eux-mêmes ont été les premiers à proclamer. Si parmi les Orientaux il s'est trouvé quelque peuple qui s'est vu (ou se verra) dans la nécessité de tirer l'épée pour obtenir ce droit et cette justice, c'est parce que tous les autres moyens

lui sont refusés et qu'il s'est trouvé dans une impasse fatale et sans issue.

Mais les Orientaux en général aiment et veulent la paix. »

Ibn Séoud est l'allié de l'Iman Mahmoud Yahia (qui sera peut-être le futur Khalife), souverain incontesté du Yémen, de presque tout l'Assyr et maintenant d'une partie de l'Hadramaut. Ce grand chef a fait perdre 250.000 hommes aux Turcs qui s'acharnaient à le dominer. Il possède une forte armée et son influence politique et religieuse s'étend au loin.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000072

CONCLUSIONS

Nous voici arrivé à la fin de cette étude, et il importe d'en faire le résumé, puis de voir ce que doit être la politique de la France.

D'une part, les nécessités vitales de certaines nations, les convoitises d'autres et les ambitions doublées de l'esprit de domination de quelques-unes, se trouvent en opposition en Orient. L'Angleterre, qui a jusqu'à ce jour mené les événements, semble désemparée ; elle perd de son prestige et de sa force.

A tout ce monde se mêle la finance internationale qui entend être la maîtresse incontestée de l'univers et qui veut dicter à tous ses ordres. L'Europe et les Amérique lui sont asservies. Les chancelleries comptent avec elle, et rien ne se décide sans son approbation.

La politique des intérêts domine tout ; pour elle, il n'y a plus d'idéal ni de loi morale. L'argent, seul, compte. Or, l'Orient est un vaste champ d'exploitation « en puissance » d'énormes richesses, et en même temps une terre de « peuplement » si l'on parvient à éliminer les Arabes. De plus, il permet de saisir les autres contrées limitrophes, à l'Est, et plus tard d'atteindre à revers la Chine.

D'autre part, la question religieuse joue son rôle dans ce grand drame. La chrétienté et la religion hébraïque sont dressées contre l'Islam — et ensuite contre le Bouddhisme — et, de connivence avec les autres facteurs énoncés plus haut, elles espèrent bien parvenir à terrasser l'ennemi.

Le Saint-Siège, nous le savons par l'histoire, n'aban-

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000073

donne jamais son œuvre et la poursuit durant des siècles. Il se sert des gens, mais ne sert que lui-même. Il a décrété l'anéantissement de l'Islam et il entend aboutir, bien que des ruines sans nombre en résulteront. Par l'ambition, par des menées souterraines facilitées par son clergé régulier, par des menaces de tous genres, il impose sa volonté.

Le Protestantisme — presbytérien, méthodiste, anglican — dispose également d'une grande puissance dans le centre et le nord de l'Europe et aux Etats-Unis. Il dirige depuis de longues années notre gouvernement, et c'est à lui que l'on doit nos attristantes luttes religieuses et de nombreuses et regrettables décisions dans notre politique extérieure.

Le Sionisme est plus dangereux encore, car il a entre ses mains la majeure partie de la finance mondiale et nul n'ignore que le peuple juif entend redevenir le maître de l'univers et se venger ainsi de tous ses malheurs. En ce moment, il agit à son gré sur les changes, car ses caisses regorgent de capitaux. On ferait de sensationnelles découvertes si on pouvait approfondir ce point.

A leur tour, Protestantisme et Sionisme sont ligués contre le Catholicisme. Chacun a ses champions.

En face de ces ennemis divers se trouvent tous les pays d'Orient et tous les disciples de Mahomet en Afrique, en Europe, en Asie et dans les Indes Néerlandaises. Ces peuples, n'ayant pas la même civilisation que leurs adversaires, possédant des bases morales autres, nullement préparées à subir la loi d'airain de la finance, s'apprêtent à résister de toutes leurs forces avec leurs alliés les Bouddhistes au redoutable assaut lancé contre eux.

Ce tableau n'est pas poussé au noir ; il est d'une rigoureuse exactitude.

Il ne nous appartient pas de rechercher ce que doivent entreprendre les autres puissances pour parer au danger qu'elles ont elles-mêmes, d'accord avec la France, provoqué. Nous n'avons à nous occuper que de

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000074

notre pays, car c'est de son bien et de son avenir dont il est question.

Quand on connaît le mal, on peut et on doit chercher à y pallier, et cela sans délai. Nous avons vu en quoi il consistait.

Que doit faire la France ?

Réduite momentanément à une situation misérable par la faute de politiciens, les uns sans scrupules et sans acquit, les autres sans énergie et sans méthode, jalousée quand même par tous, elle est la proie convoitée. On voudrait la voir amoindrie dans son domaine extérieur et même intérieur, réduite à l'état de puissance de second ordre, car on craint ses ressauts et son ressor, son esprit d'indépendance, ses tendances libérales. Elle gêne.

La France est la seule grande démocratie de son genre. Partout ailleurs ont surgi d'autres méthodes de gouvernement, avec des hommes allant droit au but. Elle possède des rêveurs, des apôtres plus ou moins sincères de la confraternité des peuples et de la paix universelle, qui prononcent de beaux discours et ne veulent pas voir les réalités. Volontairement ou non, ils jouent ou font jouer à notre patrie un rôle de dupe. Ils n'ont en vue que la satisfaction de leurs appétits et n'ont aucun programme étudié et religieusement suivi. Ils s'attachent aux directives des puissances voisines par incapacité ou pour d'autres motifs plus ou moins avouables. Cependant, il est grand temps pour la France de vivre sa vie propre, sans être à la remorque de qui que ce soit.

Elle n'a pas réellement d'idées islamiques particulières comme certaines autres puissances. Elle est la seule nation avec laquelle les Musulmans aient pu s'entendre. Tous deux se comprennent.

Pour arriver à une entente, voici, dans ce conflit oriental et mondial, ce que devrait être à notre avis sa conduite.

Tout d'abord, elle doit régler son différend avec le Levant, avec les Libanais, avec les Syriens et avec l'Islam. Il lui suffit d'être loyale. Nous avons déjà indiqué

la marche à suivre dans les Conclusions de notre ouvrage **La Révolte Arabe ;** mais à ce moment nous avions laissé de côté la question religieuse qui ne nous apparaissait pas encore clairement. Acceptons sans tarder toutes les propositions des Syriens, maintenant que nous avons obtenu une satisfaction militaire et déclarons hautement que nous voulons être les amis et les alliés du monde arabe et de l'Islam. Aidons à la reconstitution de la force arabe d'Orient, donnons-en les moyens techniques aux chefs élus des divers Etats de la très prochaine Confédération arabe.

Renouvelons avec les Arabes le geste de François Ier avec Suléïman. Laissons crier les ennemis ou les faux amis. Quand on est menacé de toutes parts, on prend ses alliés où on a le plus de chances d'en trouver de sincères. Le monde arabe d'Orient nous attend. L'Egypte se souvient de tout ce que nous avons fait pour elle. Allons à ce monde, les mains ouvertes ; effaçons le passé douloureux.

Alors, nous serons forts et redoutés. On comptera avec nous. Nous tiendrons l'univers en respect et nous ramènerons le calme dans nos colonies et dans nos protectorats. C'est ce que nous avons écrit et répété depuis des années, à tout instant, dans nos lettres à nos gouvernants. On ne nous a pas écouté ou on n'a pas voulu comprendre.

Pourtant, la France a eu un Napoléon qui conçut le plan audacieux de se servir de l'Islam comme d'un levier pour donner à la France la prédominance en Orient. Que ne l'imitons-nous ?

En plus, comme le proposait en 1917 le Dr Insabato, nous pourrions nous allier avec l'Italie et, tous deux :

« Nous ne perdrions ni notre temps, ni notre peine en organisant une politique musulmane qui assumerait des rapports productfs et amicaux avec l'Islam. »

Certes, il y aura des tiraillements, des menaces, tant extérieures qu'intérieures ; mais, quel superbe avenir pour notre pays !

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000076

Surtout, ne faisons pas avec notre voisine italienne un contrat de dupe. Nous devons avoir en Méditerranée orientale une position bien assise d'alliée, d'amie, d'égide du monde arabe ; c'est obligatoire pour notre avenir politique et économique. L'abandonner contre la faculté de naturaliser les cent mille Italiens de Tunisie — il en est fortement question — serait lâcher la proie pour l'ombre. Ces néo-naturalisés demeureront des Italiens malgré tous les parchemins.. La seule façon de nous les attacher est de modifier notre administration tunisienne, ainsi que nous l'avons écrit dans un livre récent.

Notre République saura-t-elle nous donner les dirigeants aptes à accomplir ce relèvement, sachant ne pas se laisser dominer par toutes sortes de convictions et de sentiments, n'ayant qu'une pensée : la France ?

Si oui, qu'ils soient désignés sans plus tarder.

Sinon, qu'on trouve un homme à mettre à notre tête, susceptible de faire face à tous nos adversaires, même spirituels, et ne s'attardant pas à des billevésées philosophiques. Il n'aura qu'à relire attentivement son histoire de France. En tant que ministre des Affaires Etrangères, il devra prendre comme ligne de conduite la réponse catégorique du ministre de Charles X à l'ambassadeur d'Angleterre venant lui signifier l'opposition de son gouvernement, lors de la campagne d'Algérie ; cette devise devrait être affichée en caractères flamboyants devant le bureau ministériel.

Qu'on se décide au plus tôt, car la réaction de la moitié du monde contre la nouvelle croisade s'annonce imminente.

En terminant, nous répéterons cette dernière phrase de la **Révolte Arabe,** phrase de plus en plus vraie :

« Jusqu'au moment du règlement espéré, la question arabe restera extrêmement troublante et redoutable. La

révolte arabe existe toujours à l'état plus ou moins latent. Elle est et sera de plus en plus, si on attend, la *Crise mondiale de demain;* on peut presque dire : *d'aujourd'hui.* »

Nous ajouterons :

ELLE SE TRANSFORME MAINTENANT EN RÉVOLTE ISLAMIQUE (1).

(1) Nous terminons cette étude par une interview d'une des plus marquantes personnalités du monde islamique. Grand ami de la France, **M. Mahmoud bey Salem al Arafâti**, ancien juge aux Tribunaux Internationaux d'Egypte, a dirigé pendant longtemps la revue arabe *Arafat.* Auteur d'une brochure remarquable : *La Coordination des forces alliées*, parue pendant la guerre, ses avis doivent être écoutés avec attention et suivis. — (*Note de l'auteur.*)

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000078

XI

LA QUESTION ISLAMIQUE TELLE QU'ELLE EST VUE PAR LES MUSULMANS

(interview de M. Mahmoud Salem Al Arafâti)
(15 mai 1926)

Nous avons, dans ce livre, touché la question islamique qui intéresse de très nombreuses nations et qui, on l'a vu, est le pivot de toute la politique. Or, les Européens, tout particulièrement, ont l'habitude de ne la traiter qu'entre eux, ou de ne l'étudier que par l'intermédiaire de certains Musulmans cherchant à se concilier leur amitié ou leurs faveurs.

Nous avons pensé que, pour compléter nos données et pour bien démontrer à chacun sur quelles bases solides nous nous appuyons, il était indispensable de connaître l'opinion d'un Musulman indépendant et impartial, très au courant de toute la politique mondiale et sachant faire la part des choses.

M. Mahmoud bey Salem Al Arafâti traite la question au point de vue des principes islamiques et explique les lois spéciales qui régissent le monde musulman. Nous saisissons alors les raisons pour lesquelles nous ne comprenons pas ce milieu. En effet, le Coran, seul, le dirige dans n'importe quel pays où résident ceux qui en suivent les règles. Il est pour eux tous, sans distinction de patrie, l'unique code civil et social, la seule loi morale et religieuse. De là sa force indestructible et universelle ; de là le lien qui unit dans une même pen-

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000079

sée, aux mêmes heures, tous les Musulmans. La véritable et l'actuelle physionomie de l'Islam nous apparaît ainsi.

Tous les faits avancés par notre savant interlocuteur peuvent être prouvés. Nous les reprendrons bientôt en détail ; mais, ici, nous n'avons pas cru devoir alourdir cet exposé.

Quelle est la situation politique dans le monde de l'Islam, surtout après la guerre mondiale ?

La politique de l'Islam a toujours été dirigée, jusqu'ici, vers Constantinople, conformément aux ordres exprès donnés par l'Envoyé de Dieu. Tant que cette ville fut sous la main des Césars romains, les Musulmans combattirent ces monarques, car, sans Constantinople en nos mains, les Lieux Saints seront toujours en danger. Ces conflits nous attirèrent la haine des Nordiques germains ; d'abord, celle des Francs de Charles Martel et de Charlemagne, avant-garde du germanisme envahisseur ; puis, celle des Croisés du Saint Empire romain, lesquels se jetèrent finalement sur la Palestine. Après la faillite de la Croisade et la prise de Constantinople par les Musulmans, le conflit se déplaça vers l'Orient, et, peu à peu, nous nous trouvâmes en face des maîtres de Vienne et de Pétersbourg. Tous les efforts politiques et militaires de l'Islam dans ces derniers siècles furent opposés aux Tzars ou Césars russes, après l'apaisement intermittent des Kaïzer ou Césars germains.

Survient la guerre mondiale ! Changement complet dans la politique des Germains et des Moscovites ! Ils ne cherchent plus à s'emparer de Salonique ou de Constantinople, ni des Détroits, encore moins de la Palestine. Ils nous viennent avec des branches d'olivier, nous priant gentiment d'oublier leur antique **Drang nach Süden,** leur éternelle marche vers la Méditerranée et les Lieux Saints.

Durant deux longs siècles, les Musulmans s'étaient

ruinés dans des guerres défensives périodiques. De là, la véritable cause de leur décadence actuelle et de leur ruine matérielle.

Après la guerre mondiale, Constantinople est hors de danger, vu les changements survenus. Les Ottomans désarment, leur caste militaire se désagrège, tombe et disparaît. **L'Homme malade**, attaqué de tous côtés depuis si longtemps, finit par rendre l'âme.

La direction politico-militaire des peuples musulmans se disloque. Un tas de principicules et de roitelets surgissent ici et là, à la place de l'Ottomanisme. Les différents petits nationalismes locaux se réveillent, partout. On veut des réformes à la mode italo-franco-anglaise, à la mode occidentale ! Les Phéniciens, les Egyptiens, les Anatoliens, les Persans, les Libanais, les Yéménites, les Nedjdiens, les Circassiens, les Afghans, les Irakiens et beaucoup d'autres petits peuples pleins de vie réclament tous à la fois leur place au soleil. Chacun crie pour être mieux entendu. D'abord, on veut partout la liberté, et l'on trouve l'Angleterre, cette **ancienne** amie de l'Islam, comme on disait, on la trouve installée en maîtresse, en tous lieux et spécialement aux Lieux Saints. L'Angleterre avait autrefois profité des invasions russes pour bien s'installer là où elle voulait, sous la protection amicale des Sultans ottomans, des Khédives d'Egypte et des Shahs de Perse.

La guerre mondiale a lieu ; des millions de Musulmans viennent, de tous les horizons, à l'aide d'Albion et de ses alliés, en protestation contre l'incapacité des aventuriers du Bosphore, inféodés aux traîneurs de sabre berlinois. Conséquence : partage du territoire islamique entre Albion et ses alliés, au préjudice de tous les Musulmans et surtout des Persans, des Arabes et des Egyptiens, lesquels sauvèrent leurs spoliateurs d'une catastrophe sans nom, c'est-à-dire la destruction par les Germains et leurs complices du canal de Suez et la fermeture de la route des Indes.

On appelle ce partage, cet escamotage, l'attribution de mandats prétendument internationaux. Mais on ou-

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000081

blie que les Musulmans, maîtres de ces territoires-là depuis plus de quatorze siècles, se sont toujours considérés seuls légitimes propriétaires des pays allant de la Tripolitaine à l'Himalaya et de Constantinople à Mascate. Pour nous tous, ce domaine du **Dârou-el-Islâmi** a été donné par Dieu lui-même — gloire à Lui! — à ses humbles serviteurs musulmans, conformément aux textes coraniques les plus clairs, les plus indiscutables. Les mandataires occidentaux combattent ainsi la Loi immuable de l'Islam. C'est pour cela, peut-être, qu'ils se glorifient entre eux, en catimini, de mener la dernière croisade.

Alors, que sortira-t-il de ce terrible conflit futur? — La guerre sainte, sans le moindre doute, dès que les Musulmans seront en état de la faire. « Mais, dira-t-on doctoralement, les Musulmans sont divisés, faibles, désarmés ; ils ne comptent plus à nos yeux ;... qu'ils rampent ! » — Entendu ! répondrons-nous, mais cela ne durera pas éternellement ! »

Tout le monde sait que les Croisés d'autrefois étaient plus solides que ceux d'aujourd'hui ; et pourtant la Croisade ne réussit pas, malgré sept millions de cadavres européens.

En résumé. Moscou n'est plus l'ennemi que l'on combat ; ce sont maintenant les orgueilleux lords de la Tamise que l'Islam surveille et, de près, malgré l'anarchie momentanée dont il souffre.

Quels sont les signes les plus visibles de cette anarchie ?

Aucun Musulman ne peut accomplir les devoirs sacrés du pélerinage, sans la gracieuse permission de Miss Albion. Toutes les voies terrestres sont sous la main de ses agents. Aucun Etat musulman, même parmi ceux qui semblent libres, n'osera protester ; il ne pourra jamais, à plus forte raison, déclarer la guerre, malgré que l'arrêt du pélerinage soit une des causes les plus légitimes pour le **Djihâd.**

L'Etranger organise les gouvernements locaux à sa

guise. Tout Musulman qui ose lever les yeux est mis à l'index, comme aux temps de l'Inquisition. Tout être vendu est considéré comme **persona grata** aux yeux des représentants attitrés de la Civilisation occidentale. Les princes sont choisis pour un rôle de **farniente**. Leur entourage obéit au moindre signal du véritable Maître, caché derrière le paravent diplomatique.

Les lois économiques sont faites pour soutirer habilement la fortune des peuples, sous tous les prétextes les plus fallacieux.

Les interprétateurs consciencieux du Coran sont mis de côté et, souvent, pourchassés comme des bêtes fauves. On les accuse toujours de xénophobie et de fanatisme religieux. Quant aux savantasses hypocrites et adorateurs du Veau d'or, ils sont attirés autour des trônes brillants, pour tromper les foules, en leur faisant croire que la Loi islamique est respectée. Au contraire, cette Loi est partout méprisée. On l'exécute d'une façon absurde, qui la rend ridicule aux yeux des gens raisonnables.

Interprétée par des aventuriesr sans conscience et veules, et mise en pratique par des bureaucrates ignares, cette Loi du Coran devient, aux yeux de beaucoup de penseurs superficiels, un empêchement au progrès, la prétendue cause capitale de notre décadence.

Il faudra absolument que les principes coraniques soient pleinement respectés et intelligemment mis en pratique, en tenant compte des circonstances de temps et de lieu. Mais, pour cela, il faut des interprétateurs fidèles et des hommes d'Etat à la hauteur, et c'est ce que l'Etranger tout-puissant n'admettra jamais.

En attendant, les lois obligeant les riches à assister les pauvres et les malheureux dans leurs besoins, sont absolument négligées, carrément désobéies par les gouvernements locaux (1). Ce fait nous prépare des révoltes terribles et de formidables troubles sociaux, et ouvre aux agitateurs moscovites des chemins jusqu'ici insoupçonnés.

---

(1) Sauf en Arabie et en certaines autres localités.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000083

En outre, les gouvernements, sous la botte étrangère, ouvrent des maisons de jeu et de luxure et toutes sortes d'affreux bouges où l'alcool meurtrier et les intoxicants et stupéfiants les plus nocifs abrutissent le peuple, contrairement aux ordres les plus formels et les plus indiscutables du Coran.

En voilà assez pour vous peindre, Monsieur, notre état d'anarchie qui demande les remèdes les plus rapides et les plus puissants.

N'y a-t-il aucun horizon brillant au milieu de ce tableau si noir?

La joie des Musulmans est grande, seulement lorsqu'ils suivent les progrès constants de la propagande religieuse. En Chine, aux Indes, à Java, en Birmanie, aux Philippines, en Afrique et ailleurs, l'Islam avance à pas de géant.

Cette année-ci, le nombre de nos frères du Cap de Bonne-Espérance a augmenté, en un seul coup, d'un million de braves êtres. Un pair d'Angleterre, Lord Headley, un de nos chers et honorés frères en Islam, est allé là-bas, tout dernièrement, dans le but de les féliciter de leur superbe geste. Il fut reçu par eux triomphalement, comme on reçoit les rois bien-aimés.

Les statistiques occidentales sur le nombre des Musulmans sont erronnées. On cherche souvent, semble-t-il, à cacher la vérité, pour différentes raisons. Le tiers de l'Humanité, au moins, est aujourd'hui tourné respectueusement vers le Temple abrahamique de la Sainte Kaaba.

D'autre part, les Musulmans de l'Europe Orientale se développent très rapidement, au point de vue intellectuel et moral. Ils prennent de plus en plus de l'importance au milieu de leurs compatriotes, en Albanie, en Bulgarie, en Pologne, en Russie et ailleurs.

Mais notre joie est à son comble en voyant les progrès de l'Islam dans les pays occidentaux. Certes, ces conversions sont encore bien modestes, quant au nom-

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000084

bre, mais elles sont très importantes à cause de l'œuvre intellectuelle qu'elles accomplissent.

En Angleterre, nos frères musulmans deviennent de plus en plus actifs et entreprenants. Si jamais l'Islam se réconcilie avec l'Empire britannique, ce sera, sans aucun doute, par leur bienfaisant intermédiaire.

En outre, l'œuvre des Musulmans français, allemands, américains, suisses et autres s'exerce victorieusement à chasser les mensonges accumulés contre l'Islam, en Europe, depuis des siècles, par la prétraille obscurantiste.

Comment pense-t-on sortir de l'état d'anarchie, dont vous parlez ?

Le seul moyen, c'est d'unir **tous** les pays du **Dârou-l-Islâmi** sous la direction d'un Khalife, élu librement par tous les différents gouvernements.

Une sorte d'**Etats-Unis de l'Islam !**

Chaque Etat secondaire garderait son administration intérieure, à peu près telle qu'elle fonctionne actuellement, sauf l'armée pour la défense des frontières extérieures et la diplomatie générale avec les Etats étrangers.

Ce jour-là, pour vous donner un exemple, nous serions représentés à la Société des Nations par un seul ambassadeur, englobant les Persans, les Turcs, les Afghans, les Arabes et les Egyptiens. Cet ambassadeur aurait quelque chance d'être écouté ; dans tous les cas, un peu plus attentivement que les gracieux petits politicailleurs locaux que personne, aujourd'hui, ne prend au sérieux, sauf dans les banquets diplomatiques.

Le Khalife surveillerait l'application des lois expressément ordonnées par le Coran et serait chargé, tout spécialement, de la protection des pélerins sur tout le parcours de leurs pénibles voyages.

La nomination d'un Khalife est **obligatoire** pour les Musulmans. Une génération qui néglige cette nomination est considérée comme **maudite.** La sortie de l'anarchie est irréfutablement ordonnée à la nation

musulmane, au point que la guerre y devient légitime, si les moyens pacifiques se trouvent être inefficaces. Le rétablissement du Khalifat est un devoir impérieux pour **tous** les Musulmans et **toutes** les Musulmanes, sans exception. Si les hautes classes gouvernementales le négligent, le premier venu a le droit de lever **légitimement** l'étendard de la révolte, afin de sortir de l'anarchie exécrée.

Y a-t-il des obstacles sérieux au rétablissement du Khalifat ?

Oui ; pour le moment, un Khalifat réel, libre, indépendant, intelligent, capable d'interpréter raisonnablement le Coran, obéi par tous, n'est pas possible. Nous traversons une époque transitoire. La plupart de nos territoires sont sous la main étrangère. La plupart de nos gouvernants ne voient que par les lunettes des Etrangers omnipotents.

Et les Etrangers, c'est à dire ici l'Angleterre et ses fidèles satellites, ont décidé, durant la guerre mondiale, en 1917, que l'Islam n'aurait plus de Khalife, dorénavant, à moins que l'on ne daigne accorder ce titre à quelque chatoyant homme de paille, prêt à tout pour garder un trône doré, entouré de flagorneurs sans vergogne et de mignonnes odalisques pleines de grâces et de charmes, comme les anciens Ottomans de Constantinople. Oui, un pareil Khalife pourra nous être gentiment accordé, mais nous n'en voulons pas.

Outre les obstacles qui nous viendront de l'Occident, il y aura ceux que nous créera la caste des hypocrites, c'est-à-dire celle des faux Musulmans, des bonshommes qui portent simplement des noms musulmans, par le hasard de leur naissance. Ceux-là ont profité du désordre général pour se mettre en première ligne parmi les initiateurs de réformes sociales, dans les rangs des animateurs du patriotisme local. Pour ces hypocrites fieffés, **patriotisme** signifie émiettement indéfini des peuples musulmans ; l'Egyptien doit détester le Syrien, le Syrien détester le Turc, le Turc détes-

ter le Persan, le Persan détester l'Afghan... et ainsi de suite.

Allons plus loin, et nous trouverons que les familles qui fournissent les très hauts fonctionnaires dans les différents pays islamiques, sont, en général, portées à aider, tout d'abord, l'Etranger occupant. Quant aux intérêts de l'Islam, ces familles, chargées de richesses et de dignités, habituées depuis longtemps au respect inconditionnel de l'**Autorité** quelle qu'elle soit, se figurent que ces intérêts sont suffisamment sauvegardés par les cérémonies religieuses ordinaires et par les fêtes publiques solennelles. Jamais l'idée ne leur viendrait d'irriter en quoi que ce soit le Maître de l'Heure, à plus forte raison si c'est un Etranger, comme eux-mêmes en grande majorité.

Ce que nous avançons là va paraître bien étrange pour les lecteurs peu au courant de la question d'Orient.

Pour bien comprendre ce dernier point de vue, il faut d'abord saisir ce qui suit.

Dans tous les différents pays du territoire islamique, les classes riches et instruites parmi les Musulmans sont presque toujours issues de races disparates, tirant leurs origines de toutes sortes d'éléments cosmopolites. Ainsi, par exemple, les beys et pachas d'Egypte, de Syrie, de Palestine, d'Irak, d'Anatolie et... d'ailleurs, sont généralement, de par leurs mères surtout, ou des Anglais, ou des Français, ou des Italiens, ou des Grecs, ou des Balkaniques, ou des Russes, ou les descendants d'un mélange indescriptible de toutes les peuplades européennes confondues depuis de longues générations dans un tourbillon innommable.

Depuis des siècles, en effet, quantité de braves gens venant de Malte, de Hongrie, de Serbie et des mille coins de l'horizon nordique, se glissaient sans tambour ni trompette à Constantinople, au Caire, à Damas et ailleurs et se proclamaient Musulmans. Beaucoup d'entre eux devenaient, quelques années plus tard, ministres ou, au moins, gouverneurs de provinces. D'autre part, des milliers de gentilles et gracieuses petites Eu-

ropéennes, affolantes, s'engouffraient dans nos palais, sous le nom de Circassiennes ou d'Albanaises, le plus communément, et devenaient sultanes ou, au moins, ... pas chattes.

On a l'air de raconter ici une histoire à dormir debout, mais c'est la vérité même.

Les beys et pachas, descendants de ces envahisseurs pacifiques, se trouvent donc plus ou moins désorientés dans les mouvements populaires actuels et les soulèvements nationalistes que vous connaissez, lesquels ont pour but principal de chasser l'étranger occupant, quel qu'il soit, et de détruire les anciens abus et les priviléges intolérables.

De là, vous sentez que ces beys et ces pachas seront bien plutôt, pour la plupart, en faveur de l'Etranger et lui serviront d'agents délicats et fins, autour des trônes titubants, dans les fastes et les cérémonies officielles. Voilà en quoi ils excellent, certes, et, en cela, ils se vantent, à juste titre, de soutenir l'autorité légitime et de défendre l'ordre établi.

Vous comprendrez maintenant que les classes aisées dans nos pays sont, en général, contraires à tout mouvement rénovateur, surtout lorsqu'il est désapprouvé par l'Occupant, aussi puissant que respecté.

Voilà pourquoi la question du Khalifat n'intéresse que très maigrement nos richards et la classe privilégiée.

Mais il y a un élément encore bien plus puissant contre la constitution d'un gouvernement central pour la direction de l'Islam. Ce sont ceux que vous appelez, en Europe, les Chrétiens d'Orient.

Justement à cause de l'éloignement des beys et des pachas musulmans, les mouvements nationalistes sont plus spécialement dirigés par les Chrétiens instruits depuis longtemps dans les écoles des missionnaires occidentaux.

Voyez l'action des Juifs et des Arméniens dans le réveil des Jeunes-Turcs !

Voyez le mouvement syrien et dénommez, un à un, les chefs maronites autochtones ! Vous connaissez l'in-

fluence prépondérante, dans la révolte arabe, de votre ami et collaborateur, feu Négib Azoury, un Chrétien très attaché à sa foi.

Voyez le mouvement égyptien et dénommez les Coptes aborigènes. N'oubliez pas que les nationalistes nilotiques ont admis la croix à côté du croissant, afin de montrer que leur drapeau s'est absolument modernisé, et que l'Islam n'est pour rien dans leur mouvement de libération du joug de l'Etranger. Ils oubliaient, ces fougueux patriotes, que le croissant, lui-même, est déjà un emblème romain, byzantin, c'est-à-dire absolument étranger à l'Islam, lequel n'adore ni la lune, ni le soleil, ni même les étoiles.

Voyez le mouvement irakien et dénommez les chefs indigènes : nestoriens, chaldéens, assyriens, etc.

Tous ces mouvements de libération et d'indépendance sont donc dirigés, presque toujours pas ostensiblement, certes, mais efficacement, réellement, avec une noble et juvénile exaltation, par des patriotes dont les ancêtres ont glorifié, dès les temps anciens, et Memphis, l'éblouissante capitale, et Thèbes aux cent portes, et la riche Phénicie et Tyr, cette antique reine de la nappe liquide, et Ninive et Babylone, aux jardins suspendus, et tous les Royaumes que l'Histoire nous vante mais qui, pour toujours, ont disparu.

Et ces patriotes sont des fils du sol, connaissant la langue et les idées du terroir natal, entraînant facilement les foules paysannes et ouvrières, à la remorque. Or, ces fils de la localité ont naturellement un horizon restreint et repoussent l'idée islamique comme un signe de vieillerie et une marque de fabrique démodée, et aussi comme une conception au-dessus de leur entendement, puisque l'Islam ne voit partout que des frères égaux, quel que soit l'habitat, quelle que soit la race ou la couleur.

En outre, ces patriotes chrétiens, directeurs de l'opinion publique, en pays d'Islam, sont presque toujours sous l'influence de leurs Eglises nationales, lesquelles sont en relations intimes avec le monde européen. Par exemple, les Maronites sont la main dans la main avec

Rome, depuis des siècles. Les Arméniens sont en fidèle amitié avec l'Amérique et surtout avec l'archevêque de Canterbury, primat de Grande-Bretagne.

Or, le tuteur européen de ces Eglises d'Orient, ne pouvant arrêter la fougue patriotique, s'acharne, en dessous, contre tout ce qui est islamique ; c'est pour cela, en partie, que vous voyez les directeurs réels des mouvements populaires en Turquie, en Syrie, en Egypte et ailleurs, se soucier de l'Islam comme de l'an quarante.

Par ce qui précède, l'on voit que le temps n'est pas encore venu de rétablir le Khalifat régulier, légitime, que nous voulons et que nous aurons, quand le moment sera venu.

Supposons le Khalifat rétabli, quelle politique suivra-t-il, alors, à l'égard des Eglises d'Orient et à l'égard des Etats étrangers, en général, et des puissances coloniales, en particulier ?

Les Eglises qui vivent sur terre d'Islam oublient que c'est le Coran qui leur donne les privilèges inouïs dont elles jouissent. Sans le Coran, ces Eglises ne formeraient pas des Etats dans l'Etat. Mais c'est à une condition capitale : il ne faut pas qu'elles pactisent avec l'ennemi étranger, sous peine d'expulsion, comme cela eut lieu dernièrement à Constantinople, lorsque le patriarche œcuménique fut chassé par le gouvernement turc, à cause de ses connivences avec les belligérants hellènes.

A part cela, les Eglises d'Orient continueront à profiter des immenses avantages que leur accorde l'Islam depuis plus de quatorze siècles et dont ne jouit aucune Eglise occidentale, quelle qu'elle soit.

Quant aux Etats étrangers, nous serons les amis et les alliés de ceux qui nous traiteront honorablement et avec bonté, et nous regarderons dans le blanc des yeux ceux qui feront mine de nous menacer.

Restent les Puissances coloniales ! Qu'elles traitent nos frères musulmans avec justice et humanité dans

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000090

leurs possessions propres. Cela suffira pour acquérir notre sincère affection et notre bon vouloir.

Quant à celles de ces Puissances qui occupent une parcelle du territoire islamique, du **Dârou-l-Islâmi,** qu'elles l'évacuent à la première occasion ! C'est ce qu'elles feront de mieux, dans notre intérêt et dans le leur. Ainsi, elles auront évité des complications inutiles et des guerres sans fin, et mérité, par leur sagesse, les bénédictions du Ciel et des honnêtes gens.

Quelle différence y a-t-il entre le statut des Musulmans vivant en territoire islamique, et celui de ceux qui vivent hors de ce territoire ?

En territoire islamique, depuis environ quatorze siècles, tous les principes générateurs de lois politiques ou de règlements administratifs ou financiers, sont d'essence coranique. Pour cette raison, les Juifs et les Chrétiens de ce territoire ont des constitutions spéciales, particulières, absolument indépendantes, sauf les lois fluviales, minières, maritimes, agricoles, routières et beaucoup d'autres très générales qu'ils sont obligés de respecter, étant, eux, une infime minorité à côté des masses musulmanes.

Quant aux Musulmans vivant en Algérie ou au Sénégal, par exemple, ou à Java, ou aux Indes, ou en Chine, ou aux Philippines, ou en Birmanie, ou en Bosnie, ou en Bulgarie, ou en Russie, ils doivent naturellement suivre la loi du Maître du sol, quel qu'il soit. On ne lui demande, à ce Maître, que la permission d'appliquer le statut personnel, tel que l'expose le Coran, en tenant compte des circonstances ambiantes et des conditions locales. En outre, on lui demande l'autorisation d'accomplir librement les devoirs religieux ordinaires, comme tout le monde, et la pleine faculté de se diriger vers la Mecque, en pèlerinage ; le tout sans la moindre vexation ni tyrannie.

Autrement, le Musulman violenté dans sa foi, doit pouvoir s'expatrier.

Il est difficile de bien différencier, en quelques mots, la situation des Musulmans libres et indépendants et

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000091

celle des Musulmans vivant sous des gouvernements étrangers. Dans tous les cas, plus le gouvernement étranger sera tolérant, large et facile, dans la limite des possibilités, plus nous lui serons, sans nul doute, reconnaissants et affectueux.

Quoi qu'il arrive, il y aura toujours des relations beaucoup plus fortes et intimes entre les Musulmans indépendants et ceux du Cap de Bonne-Espérance, par exemple, ou de la Sibérie, ou de la Pologne, ou de l'Albanie, que celles établies actuellement entre les Français de France et ceux du Canada ou entre les Espagnols d'Espagne et ceux de Cuba.

Les liens établis par le Coran miraculeux et intraduisible et par le pèlerinage obligatoire, une fois au moins durant la vie, aux mêmes jours de chaque année, aux mêmes heures, aux mêmes endroits, pour tout Musulman et toute Musulmane, ces liens-là qui joignent le Bosniaque au Javanais et le Mogol au Soudanais, sont d'une puissance formidable, étant indestructibles, éternels.

Quant à l'Evangile et à la Bible actuels, traduits d'une façon fantaisiste dans mille et une langue différentes, ils désunissent de plus en plus au lieu d'unir.

Quelles sont les causes qui favorisent, en nos temps, la propagande islamique ?

En tous temps, la religion islamique a avancé, d'un pas ferme et régulier, parce qu'elle est la simplicité même et qu'elle proclame l'égalité devant Dieu de tous les êtres humains, qu'ils soient blancs, rouges, jaunes, noirs, bruns ou même ... verts. La noblesse d'un être est en rapport avec sa bonne conduite et la pureté de sa morale. En outre, l'Islam ne reconnaît ni prêtre ni prêtresse. Enfin, l'Islam confirme tous les prophètes et envoyés qui nous ont précédés, et spécialement Abraham et toute sa merveilleuse et très honorée progéniture. De la sorte, les adeptes de toutes les autres religions sentent que l'Islam admet les vérités qu'ils professaient, eux-mêmes, et rejette les erreurs qu'ils avaient laissé introduire dans leurs propres croyances.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000092

Un bouddhiste, un brahmaniste et, à plus forte raison, un Juif et un Chrétien, n'ont rien à abandonner de leurs croyances raisonnables, en embrassant l'Islam.

Voilà pourquoi la Religion Unitaire avance continuellement sans connaître les apostasies. Elle connaît cependant l'hypocrisie, c'est-à-dire celle des êtres nés musulmans et incapables, **de nature**, de croire à quoi que ce soit. Mais c'est une infime minorité comblée partout de mépris, quand elle fait mine de se montrer.

En nos temps, la propagande islamique devient de plus en plus intense, à cause des facilités de communication de plus en plus grandes. Les commerçants musulmans s'introduisent partout facilement et se marient avec les femmes des pays où ils séjournent. De là, l'Islam se répand sans cesse par les relations d'amitié et de bonté que créent nécessairement les alliances familiales. Au contraire, des Européens se croiraient tout à fait dégradés, au moins légèrement déclassés, si on leur proposait d'épouser des ... indigènes ! Ne sont-ils pas la race conquérante, privilégiée, qui veut être obéie et toujours respectée ?...

Mais un fait nouveau s'observe dans le développement de la propagande islamique, depuis un siècle. C'est l'œuvre des missionnaires chrétiens qui se sont partout introduits, au Soudan, aux Indes, en Polynésie, en Chine et ailleurs.

Ces missionnaires sapent toutes les erreurs et fausses croyances des peuples qui ne connaissent pas encore la foi unitaire d'Abraham. Ces missionnaires s'attaquent surtout aux idolâtries locales, aux statues plus ou moins baroques, aux coutumes plus ou moins extravagantes, aux cérémonies plus ou moins abracadabrantes. Ces missionnaires occidentaux, pleins de science et de prestige, appellent à Jésus et à l'Evangile, les indigènes qui sont heureux d'écouter la parole de fraternité et d'amour. Puis, ces indigènes réfléchissent et voient que la fraternité et l'amour sont des mots sans valeur dans la bouche des maîtres européens.

Voilà, par exemple, un missionnaire anglican ! Il a prêché la parole d'amour et de fraternité, mais son

compatriote laïque daignera-t-il considérer le pauvre indigène qui veut bien se convertir, daignera-t-il le considérer sérieusement comme un égal devant Dieu et devant les hommes ? — Jamais ; au grand jamais ! Sa peau, le pauvre diable, est trop brune, et ses cheveux pas assez blonds ! Alors, le brave catéchumène, ébranlé dans son ancienne croyance, court tout droit à l'Islam, où il pourra devenir roi au milieu des Musulmans, sans que personne puisse trouver à redire.

L'œuvre des missionnaires chrétiens en faveur de l'Islam est immensément efficace. Ces braves apôtres détruisent les sociétés branlantes, mais ils ne sont pas en état de reconstruire.

Ce sont les Etats musulmans qui auraient dû débourser les millions et les milliards que les missionnaires anglo-américains, par exemple, ont dépensés en Chine et au Soudan, durant le siècle passé.

La propagande islamique aurait dû, certes, être faite par les princes, les rois et les sultans les plus puissants. Après la protection des pèlerins, c'est l'appel à la foi d'Abraham qui est le plus important devoir de tout Commandeur des croyants. Malheureusement, durant tous ces derniers siècles, nos épatants potentats passèrent leur temps à organiser des futilités cérémonieuses et dépensèrent la fortune de leurs malheureux et débonnaires concitoyens à faire du fla-fla, sans nul résultat utile. Jamais, nos différents gouvernements n'ont eu l'heureuse idée d'envoyer des missions, comme font, par exemple, les Catholiques et les Protestants, dans nos pays, où ils viennent nous vanter Jésus-Christ, sans même savoir que nous l'aimons et le respectons mille fois plus qu'eux-mêmes, sans toutefois l'adorer. En effet, où est le Musulman qui ait jamais nié les miracles accomplis par le Messie, ou qui aurait refusé de le bénir, à toute occasion, ainsi que sa sainte et très honorée Mère ? Mais ce que nous contestons, c'est de le considérer comme un dieu formant partie d'une prétendue trinité. Et, en cela, nous savons être d'accord avec tous les **véritables** Chrétiens.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000094

Quelles sont les différences typiques entre l'Islam et les autres religions, surtout entre la civilisation islamique et les autres civilisations ?

Mon cher Monsieur Jung, vous faites des questions auxquelles il ne m'est pas possible de répondre par quelques phrases succinctes.

Enfin, essayons !

Nous parlons toujours au point de vue politique ou social.

La différence capitale provient de ce que les Musulmans ont un Livre qui les guide, tous à la fois ; un Livre immuable, intraduisible, dont l'authenticité est au-dessus de toute discussion, de tout doute.

Les autres nations se font, elles-mêmes, leur législation, au fur et à mesure de leur développement ou de leur décadence. Quant à nous, nous cherchons toujours à nous mettre au diapason du Coran. Lorsque nous sommes en bonne voie, nous nous sentons marcher d'après ce guide aussi sûr que merveilleux. Lorsque nous boîtons péniblement, au contraire, et que nous sommes en pleine décadence, comme en ce moment, nous sentons bien que nous nous éloignons de ses dispositions sages et bienfaisantes.

Pour les Musulmans, le Coran est un **contrat social**, d'après lequel chaque homme et chaque femme connaît ses devoirs et ses droits.

Quant aux autres peuples, ils n'ont pas de livre universellement respecté et surtout pas de livre contenant une loi appliquée. Même les Juifs et les Chrétiens, lesquels ont bien des livres, ...mais qu'en font-ils ? Où est, par exemple, le Chrétien qui hérite d'un correligionnaire en vertu de tel ou tel verset de l'Evangile ?

Une seconde différence capitale !

Nous reconnaissons que toutes les religions qui nous ont précédés sont légitimes ou, au moins, qu'elles ont conservé des vérités au milieu de certaines erreurs inventées par l'ignorance des hommes du temps passé. Au contraire, les autres peuples se sont habitués à nous

traiter hautainement de ..... **sectateurs d'un faux prophète !**

Conséquence ! Seul, un Etat musulman peut être réellement tolérant, malgré les erreurs administratives ou politiques dont il se rend, par moments, coupable.

Voyez ces Eglises chrétiennes qui ont vécu des siècles et des siècles sous la protection du drapeau musulman, en des temps où aucune Société des Nations occidentales ne rêvait de défendre **unguibus et rostro** les ..... minorités que personne n'attaque !

Passons rapidement à la différence entre la civilisation islamique et les autres civilisations.

Chez tous les peuples, l'Esprit est libre, sans aucune entrave. Tout ce qui passe par la tête du savant ou de l'artiste est considéré digne d'admiration, pourvu que cela plaise.

Ceci est aussi admis, en principe, chez les Musulmans, mais à une condition **sine quâ non,** c'est que le Coran ne soit pas contraire à la conception du savant ou de l'artiste.

Exemple : un sculpteur fulgurant fera des statues lascives, qui exciteront inconsciemment des natures faibles et douces. Un peintre épatant fera des tableaux où des personnages fortement aimés et très honorés, comme Abraham ou Moïse, ou Jean-Baptiste, ou la Sainte-Vierge, seront représentés de façon à développer le penchant inné chez certains esprits ingénus vers l'adoration superstitieuse d'êtres créés, contrairement à la Foi unitaire qui n'accorde sa vénération absolue qu'à Dieu seul, créateur des Cieux et de la Terre, maître des anges et des humains.

Et bien, ces statues et ces peintures pourront être déclarées des chefs-d'œuvre par les autres peuples, en toute conscience et sincérité ; mais, pour nous, ce seront tout bonnement des œuvres de Satan le maudit, dignes tout au plus du feu.

C'est pour cette différence que les œuvres d'art des Musulmans restent des modèles de beauté le long des siècles et sous tous les différents climats, tandis que

celles des autres peuples suivent les fluctuations de la mode continuellement zigzagante.

Autre exemple : un profond arithméticien, habile dans les questions financières, veut enrichir ses concitoyens par un procédé expéditif. Il propose d'ouvrir des maisons de jeu, des casinos au style flamboyant, pour ruiner, tranquillement, les badauds et les nigauds, au profit de l'Etat tutélaire. Chez les autres peuples, il n'y a rien qui empêche ce mirifique calculateur de passer pour un génie ; pour nous, il ne vaut pas la corde pour le pendre, et nous cherchons un autre moyen moins scabreux pour nous enrichir.

La civilisation islamique ne peut donc se développer que dans certaines limites que fixe le Coran, mais les autres peuples n'ont de guide que leur esprit, toujours libre et indépendant, ne souffrant aucune entrave.

Laisser l'esprit maître de notre conduite sans lui assigner un domaine bien limité par la Morale, c'est, à notre point de vue, le règne absolu de l'Anarchie.

Que pensent les Musulmans de l'Occident ?

Une réponse sur ce point demanderait des heures et des heures. Il me suffira de vous dire que, pour le moment, l'Occident, c'est simplement l'Angleterre envahissante et ses alliés. Tout le reste, étant devenu pacifique et bienveillant, ne fait que gagner en estime et en affection. L'Allemand, par exemple, était autrefois un militariste enragé et un impérialiste à tous crins. Maintenant, il s'ouvre toutes les portes, doucement, car il se présente partout en paisible homme d'affaires et en charmant voyageur, tout à fait désintéressé en politique coloniale.

Une nouvelle note qui résonne dans toutes les presses et dans les réunions publiques, c'est le mot : **Al Istîmârou,** qui peut se traduire par : **Le Colonialisme**.

Et je vous prie de croire que tout le monde arrange les colonisateurs de la belle façon, qu'ils soint protecteurs définitifs ou occupants provisoires ou simples civilisateurs bénévoles ou même inoffensifs mandataires genevois.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000097

Ainsi, les intrigues de l'Angleterre à Constantinople, avant la guerre, sont mises à nu, pour expliquer le secret de ses succès en Egypte, par exemple.

Les sarcasmes des foules se mêlent aux récits concernant l'espionnage infernal de Scotland Yard, espionnage continu, sans répit, contre les honnêtes gens paisibles, quand les brigands se permettent tout au grand jour, pourvu qu'ils respectent les intérêts sacrés de John Bull.

Mais ce qui a surtout détruit le prestige des Alliés, c'est le partage injustifiable des dépouilles de leurs anciens assistants arabes et égyptiens.

Après cela, il faut, en effet, tirer le rideau.

Quels seront les buts futurs des Musulmans, au point de vue politique ?

Nos buts sont clairs comme le jour.

Vivre libres et indépendants, chez nous, comme tout le monde, entourés du respect affectueux de tous ceux que nous aimons et respectons.

Travailler à sortir des ténèbres de l'ignorance et de la superstition, conformément aux ordres indéniables de la Loi coranique, laquelle oblige tout Musulman et toute Musulmane à la recherche de la science et de la lumière.

Protéger partout les pélerins paisibles, d'où qu'ils nous arrivent.

Protéger également les Juifs et les Chrétiens, ces héritiers des anciens Israélites, s'ils viennent pacifiquement visiter les Lieux Saints de Palestine, ou même s'ils désirent y séjourner en braves et loyaux citoyens, non en prétendus conquérants à la dernière mode colonialiste.

Réclamer avec insistance l'évacuation des territoires islamiques occupés, tout spécialement l'Egypte, la Palestine, la Syrie et la Mésopotamie.

Obliger les Eglises et les Synagogues, vivant au milieu de nous, à ne pas pactiser avec les ennemis.

Pappeler de tous les horizons les fidèles savants mu-

sulmans que l'affreux espionnage a jetés aux quatre vents.

Et, avant tout, rétablir le Khalifat, conformément à la Loi, afin de sortir de la désunion et de l'anarchie qui nous font perdre la tête.

Nouer des relations amicales avec toutes les nations justes et honorables qui veulent vivre en paix.

Que devra faire la France, à l'égard de l'Islam ?

Vous autres, Français, vous oubliez toujours que votre gouvernement central a plus d'administrés musulmans que d'administrés juifs ou chrétiens. Ce point là devra, à l'avenir, attirer votre attention.

La mission de votre gouvernement est bien simple. Il devra :

Reprendre son ancienne politique d'amitié et de droiture, seule digne de son brave et loyal peuple, en abandonnant, sans regimber, l'hypocrite et ridicule politicaillerie des mandats d'après-guerre.

Ne pas oublier l'assistance précieuse de ses administrés musulmans, durant la terrible guerre, et leur accorder, en échange, sa sympathie pleine et entière, en faisant taire les ingrats et les inconscients qui abreuvent leurs concitoyens musulmans d'insultes et de calomnies.

Travailler à créer une alliance éternelle entre la France et l'Islam, et ne jamais oubier que votre immense empire colonial ne peut prospérer réellement sans la collaboration fraternelle de vos très nombreux administrés musulmans.

FIN

Imp. Réunies de Montmartre, 63, Rue du Ruisseau, Paris

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000099

D: Ne 267/20

ULB Halle
000 889 44X
3/1

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-78938/fragment/page=00000103